

# Réseau Judiciaire Européen

## Rapport d'activités et de gestion

---

**2015-2016**



## Table des matières

Abréviations et acronymes .....	3
Préambule par le Secrétaire du Réseau judiciaire européen .....	5
Sommaire exécutif .....	7
À propos du RJE.....	8
Chapitre I.....	9
Le fonctionnement du Réseau judiciaire européen dans les États membres .....	9
Section 1.....	9
Observations générales .....	9
Section 2.....	10
Activités des Points de contact en 2015 et 2016.....	10
2.1. Travail afférant aux affaires : fournir une assistance pour la préparation et l'exécution des demandes de/des décisions relatives à la coopération judiciaire en matière pénale.....	10
2.1.1. Fourniture d'assistance dans la préparation et l'exécution des demandes d'entraide judiciaire.....	10
2.1.2. Fourniture d'assistance pour l'émission et l'exécution des mandats d'arrêt européens... 12	
2.1.3. Fourniture d'assistance dans l'émission et l'exécution d'autres décisions de reconnaissance mutuelle .....	13
2.1.4. Fourniture d'assistance dans d'autres domaines .....	17
2.1.5. Travail afférent aux affaires en relation avec les pays partenaires .....	18
2.2. Autres activités.....	19
Chapitre II.....	23
Gestion du Réseau judiciaire européen et mise en œuvre des programmes de travail .....	23
Section 1.....	23
Aperçu .....	23
Section 2.....	24
Mise en œuvre du programme de travail 2015.....	24
2.1. Amélioration et mise à jour permanente du site Web .....	24
2.2. Réunions.....	27
Section 3.....	38
Mise en œuvre du programme de travail 2016.....	38
3.1. Amélioration et mise à jour permanente du site Web .....	38

3.2. Réunions.....	40
Section 4.....	54
Coopération avec les partenaires et les pays tiers .....	54
4.1. Relations privilégiées avec Eurojust.....	54
4.2. Coopération avec les autres réseaux judiciaires.....	55
4.3. Coopération avec les institutions de l'UE .....	57
4.4. Coopération avec les organisations internationales.....	57
4.5. Partenariat avec le Réseau Européen de Formation Judiciaire (REFJ).....	58
Chapitre III.....	59
Problèmes de politique pénale et propositions afin d'améliorer la coopération judiciaire en matière pénale .....	59
Section 1.....	59
Remarques générales .....	59
Section 2.....	61
Propositions afin d'améliorer la coopération judiciaire en matière pénale.....	61
Présidences du RJE et secrétariat du RJE en 2015-2016.....	62
Annexe 1 .....	64
Décision 2008/976/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 concernant le Réseau judiciaire européen	64
Annexe 2 .....	71
Extrait de la décision 2009/426/JAI du Conseil sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité..	71
Annexe 3 .....	72
Extrait du programme de travail du RJE 2015 .....	72
Annexe 4 .....	73
Extrait du programme de travail du RJE 2016 .....	73
Annexe 5 .....	74
Déclaration des correspondants nationaux du RJE sur la coopération entre le site Web du RJE en matière pénale et portail e-Justice .....	74

## Abréviations et acronymes

CDPC	Comité européen pour les problèmes criminels
CNCP	Réseaux de contacts du Commonwealth ( <i>Commonwealth Network of Contact Persons</i> )
CO	Décision de confiscation ( <i>Confiscation Order</i> )
CoE	Conseil de l'Europe
COI	Plate-forme judiciaire régionale de la Commission de l'océan Indien
CMPL	Certificat de peine privative de liberté ( <i>Custodial sentences certificate</i> )
MAE	Mandat d'arrêt européen
EIO	Décision d'enquête européenne ( <i>European Investigation Order</i> )
RJE	Réseau judiciaire européen
REFJ	Réseau européen de formation judiciaire
ENCS	Système national de coordination Eurojust ( <i>Eurojust National Coordination System</i> )
EPPO	Parquet européen ( <i>European Public Prosecutor's Office</i> )
ERA	Académie de droit européen ( <i>European Academy Law</i> )
UE	Union européenne
DC	Décision-cadre
FO	Décision de gel ( <i>Freezing order</i> )
FPC	Certificat de sanctions pécuniaires ( <i>Financial Penalties Certificate</i> )
IberRed	Réseau ibéro-américain de coopération judiciaire internationale
JAI	Justice et affaires intérieures
ECE	Équipe commune d'enquête
JTF	Groupe de travail conjoint ( <i>Joint Task Force</i> )
EJ	Entraide judiciaire

LIBE	Libertés civiles, justice et affaires intérieures
NC	Correspondant national ( <i>National Correspondent</i> )
OLAF	Office européen de lutte anti-fraude
PC-OC	Comité d'experts du Conseil de l'Europe sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal
SEEPAG	Groupe consultatif des procureurs d'Europe du Sud-est ( <i>Southeast European Prosecutors Advisory Group</i> )
TC	Correspondant chargé des aspects techniques ( <i>Tool Correspondent</i> )
TUE	Traité sur l'Union européenne
TFUE	Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne
ONUDC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

## Préambule par le Secrétaire du Réseau judiciaire européen



**Ola LÖFGREN**

**Secrétaire du Réseau judiciaire européen**

***Cher lecteur,***

*2015 et 2016 ont été deux années de grandes réalisations pour le Réseau judiciaire européen (RJE).*

*Notre réseau a continué à jouer un rôle clé dans l'espace judiciaire européen en matière pénale pour renforcer la confiance mutuelle et faciliter les contacts directs entre les autorités judiciaires des États membres de l'Union européenne (UE). Il a également joué un rôle actif dans tous les débats et activités pertinents concernant le développement ultérieur du cadre juridique et institutionnel de l'Union européenne pour la coopération judiciaire en matière pénale. En outre, le RJE a intensifié ses contacts avec les pays tiers et les réseaux judiciaires similaires en matière pénale, au profit de toutes les autorités judiciaires traitant de la coopération internationale en la matière.*

*En 2015 et 2016, le Réseau judiciaire européen a renforcé et amélioré ses outils électroniques destinés à faciliter l'application pratique des instruments juridiques destinés à la coopération judiciaire en matière pénale. Ainsi, l'Atlas judiciaire et le Compendium sont devenus non seulement beaucoup plus conviviaux, mais ils ont été adaptés à tous les instruments juridiques de la coopération judiciaire en matière pénale, y compris ceux donnant effet au principe de reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires. Les Fiches belges ont également été révisées pour faire face au défi des derniers développements législatifs. La Bibliothèque judiciaire du RJE a continué d'être enrichie et améliorée et est devenue un point de référence pour les praticiens sur la coopération judiciaire en matière pénale.*

*Au cours des deux dernières années, le Secrétariat du RJE a hiérarchisé les actions visant à mettre pleinement en œuvre toutes les recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles concernant le RJE et à répondre aux attentes des points de contact du RJE et d'autres autorités judiciaires.*

*Nous nous sommes également préparés à l'entrée en vigueur prévue, le 22 mai 2017, de la directive 2014/41/UE concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale (EIO), qui est un changement important dans la manière de fournir de l'entraide judiciaire en matière pénale au sein de l'UE. Nous avons préparé le site Web pour répondre aux exigences de l'EIO, mais nous avons aussi abordé cette question lors des réunions du RJE et des réunions avec les institutions de l'UE.*

*Je suis fier de dire qu'à la fin de 2016, ce réseau vieux de 18 ans est non seulement devenu une organisation mature, mais qu'il constitue l'histoire absolument évidente d'une réussite et qu'il est devenu un acteur clé dans le domaine de la coopération judiciaire.*

*Dernier point, mais non des moindres, les points de contact du RJE eux-mêmes, qui représentent le cœur du RJE, ont accompli avec succès leur mission de faciliter la coopération judiciaire en matière pénale, ce que révèlent les statistiques impressionnantes sur les activités des points de contact.*

*Au nom du secrétariat du RJE, je voudrais remercier pour toutes ces réalisations tous les points de contact , correspondants nationaux et correspondants chargés des aspects techniques du RJE, nos Présidences lettone, luxembourgeoise, néerlandaise et slovaque au cours de 2015 et 2016, ainsi que nos partenaires.*

**Ola LÖFGREN**

## Sommaire exécutif

Le présent rapport a été rédigé conformément aux dispositions de l'Article 13 de la décision 2008/976/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 (« la décision RJE »), qui exige que le Réseau judiciaire européen évalue ses activités et sa gestion tous les deux ans.

Il s'agit du quatrième rapport depuis l'entrée en vigueur de la décision RJE et couvre les années 2015 et 2016.

Le *premier chapitre* est dédié au fonctionnement du RJE dans les États membres, compte tenu du fait que le travail de base du RJE est réalisé par les points de contact en exerçant leurs fonctions prévues aux articles 4 - 6 de la décision RJE.

Le *deuxième chapitre* reflète la mise en œuvre des programmes de travail du RJE pour les années respectives, en se concentrant sur les principales réalisations en matière d'exécution des projets du RJE et les résultats des réunions du RJE organisées dans les États membres et à La Haye.

Le *troisième chapitre* est établi conformément au second alinéa de l'article 13 de la décision RJE, en se concentrant sur les questions politiques. S'appuyant sur l'expérience du RJE, des solutions ont été trouvées aux problèmes relatifs à l'application pratique des instruments juridiques de coopération judiciaire internationale en matière pénale, en particulier en ce qui concerne les instruments de l'UE donnant effet au principe de reconnaissance mutuelle.



## À propos du RJE

Le Réseau judiciaire européen, créé en 1998, est composé de points de contact dans les États membres désignés par chaque État membre au sein des autorités centrales chargées de la coopération judiciaire internationale et des autorités judiciaires ou d'autres autorités compétentes ayant des responsabilités spécifiques dans le domaine de la coopération judiciaire internationale .

Le rôle principal des points de contact du RJE est de faciliter la coopération judiciaire en matière pénale entre les États membres, en particulier dans des actions visant à lutter contre les formes graves de criminalité. À cette fin, ils aident à établir des contacts directs entre les autorités compétentes et en fournissant des informations juridiques et pratiques nécessaires pour préparer une demande efficace de coopération judiciaire ou pour améliorer la coopération judiciaire en général.

De plus, les points de contact du RJE sont impliqués et promeuvent l'organisation des sessions de formation sur la coopération judiciaire.

Au sein des points de contact du RJE, chaque État membre a désigné un correspondant national, qui a un rôle de coordination. Dans chaque État membre, il y a également un correspondant chargé des aspects techniques, qui veille à ce que les informations sur le site Web du RJE soient fournies et mises à jour, y compris les outils électroniques du RJE.

Le RJE dispose d'un secrétariat situé à Eurojust à La Haye, en tant qu'unité distincte responsable de l'administration du RJE. Le secrétariat du RJE assure le bon fonctionnement et la continuité du réseau.

### *Site Web du RJE*

L'un des grands accomplissement du RJE est la création de son site Web, qui fournit aux praticiens des outils électroniques pratiques pour faciliter et soutenir la coopération judiciaire (par exemple, l'[Atlas judiciaire](#) - pour trouver les autorités compétentes pour exécuter une demande de coopération judiciaire, le [Compendium](#) - pour rédiger une demande de coopération judiciaire, les [Fiches belges](#) - qui contiennent des informations concises et pratiques sur les procédures de coopération judiciaire dans les États membres, la [Bibliothèque judiciaire](#) - une base de données avec des informations sur tous les instruments juridiques de l'UE pertinents pour la coopération judiciaire, comme l'état de mise en œuvre des instruments juridiques dans les États membres, les formulaires, les notifications, les manuels, etc.).

## Chapitre I

### Le fonctionnement du Réseau judiciaire européen dans les États membres

#### Section 1

##### Observations générales

Conformément aux dispositions de l'article 4(1) de la décision RJE, les points de contact du RJE sont « des intermédiaires actifs destinés à faciliter la coopération judiciaire entre les États membres, en particulier dans l'action contre les formes graves de criminalité », pour permettre aux autorités judiciaires « d'établir les contacts directs les plus appropriés ».

Selon l'article 4(2), « Les points de contact fournissent les informations juridiques et pratiques nécessaires aux autorités judiciaires locales de leur pays, aux points de contact des autres pays et aux autorités judiciaires locales des autres pays, pour leur permettre d'établir de façon efficace une demande de coopération judiciaire ou pour améliorer la coopération judiciaire en général ».

Au cours des années 2015-16, les points de contact du RJE ont continué à remplir leurs fonctions essentielles en assistant les autorités judiciaires de leurs propres États membres et les autorités d'autres États membres et de pays tiers dans **plus de 22 000 dossiers**.

Comme par le passé, la majeure partie de leur contribution a consisté à fournir une assistance pour la préparation et l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale, sur la base de la Convention de l'UE du 29 mai 2000 ou d'autres conventions multilatérales et traités bilatéraux. Le soutien des points de contact du RJE dans les procédures de mandat d'arrêt européen a également représenté une partie importante des activités des points de contact en 2015 et 2016.

En outre, conformément aux dispositions de l'article 4(3) de la décision RJE, les points de contact ont mené des activités de formation, y compris en coopération avec le Réseau européen de formation judiciaire (REFJ) et/ou les écoles judiciaires nationales. Ils ont également effectué d'autres activités, telles qu'organiser des réunions régionales ou nationales du RJE, participer aux négociations sur les instruments juridiques de l'UE ou bilatéraux, élaborer la législation sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale, représenter le RJE ou leurs autorités nationales à des conférences internationales et autres réunions organisées par d'autres organisations, etc.

Le fonctionnement du RJE dans les États membres a représenté une importante valeur ajoutée au travail des autorités nationales compétentes et a apporté une contribution essentielle à la promotion de la coopération judiciaire internationale en matière pénale au sein de l'Union européenne et par rapport aux pays tiers.

## **Section 2**

### **Activités des Points de contact en 2015 et 2016**

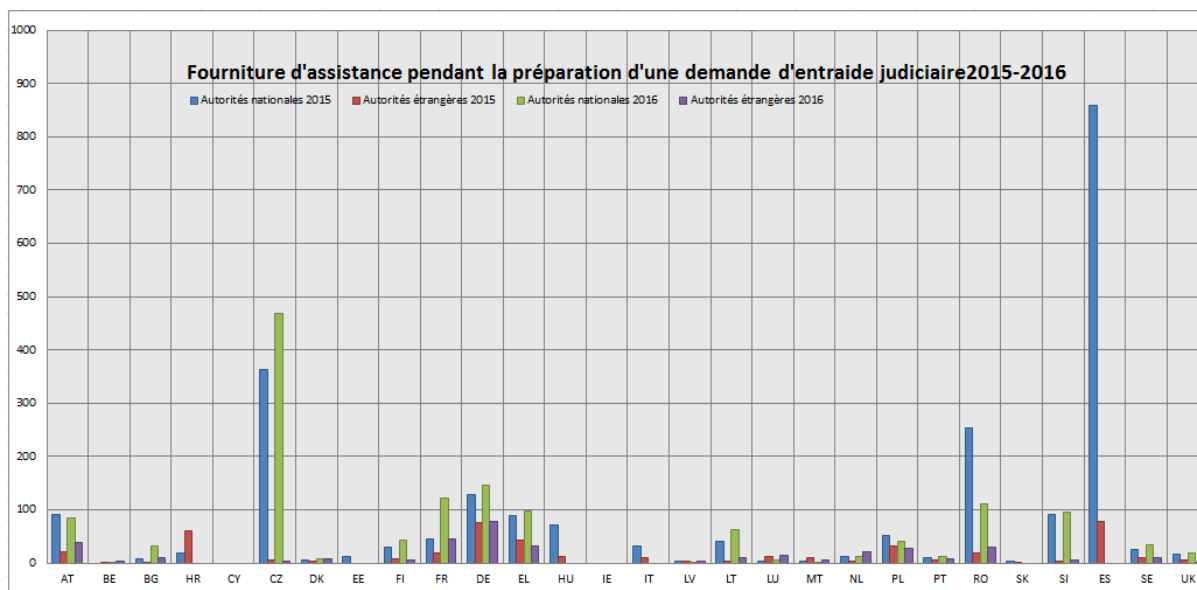
#### **2.1. Travail afférant aux affaires : fournir une assistance pour la préparation et l'exécution des demandes de/des décisions relatives à la coopération judiciaire en matière pénale**

Comme les années précédentes, les activités de base des points de contact du RJE en 2015 et 2016 ont consisté à fournir une assistance à leurs autorités judiciaires nationales ou à des autorités judiciaires étrangères dans la préparation et l'exécution des demandes ou des décisions relatives à la coopération judiciaire en matière pénale.

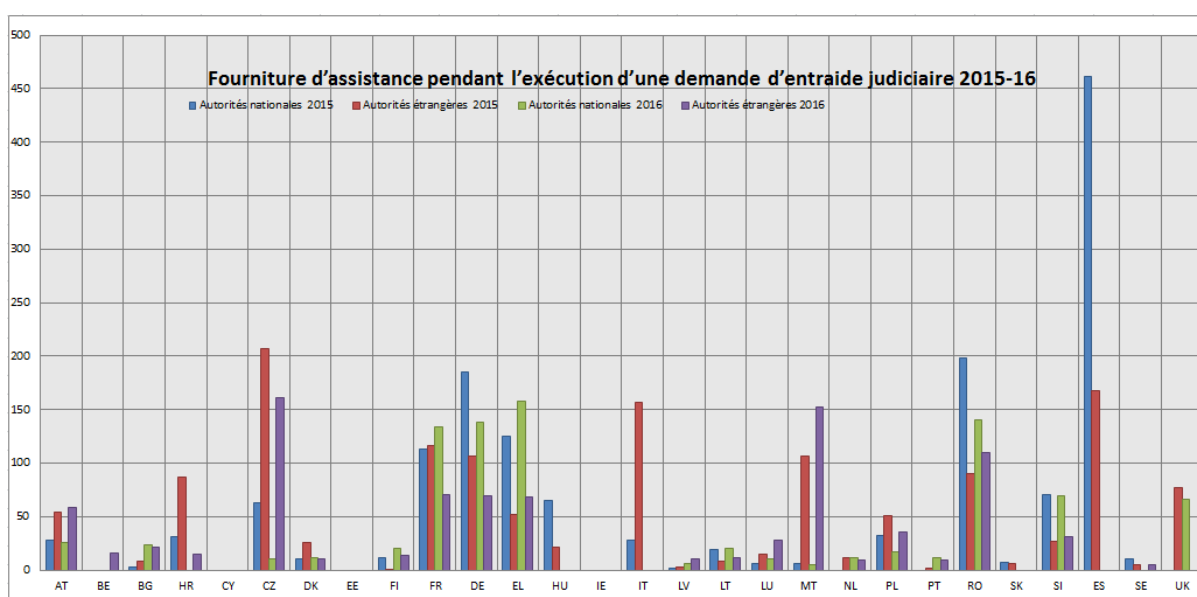
##### **2.1.1. Fourniture d'assistance dans la préparation et l'exécution des demandes d'entraide judiciaire**

La fourniture d'une assistance à leurs collègues dans la préparation et l'exécution des demandes d'entraide judiciaire en matière pénale a été à nouveau à la première place parmi les activités des points de contact du RJE afférant aux affaires.

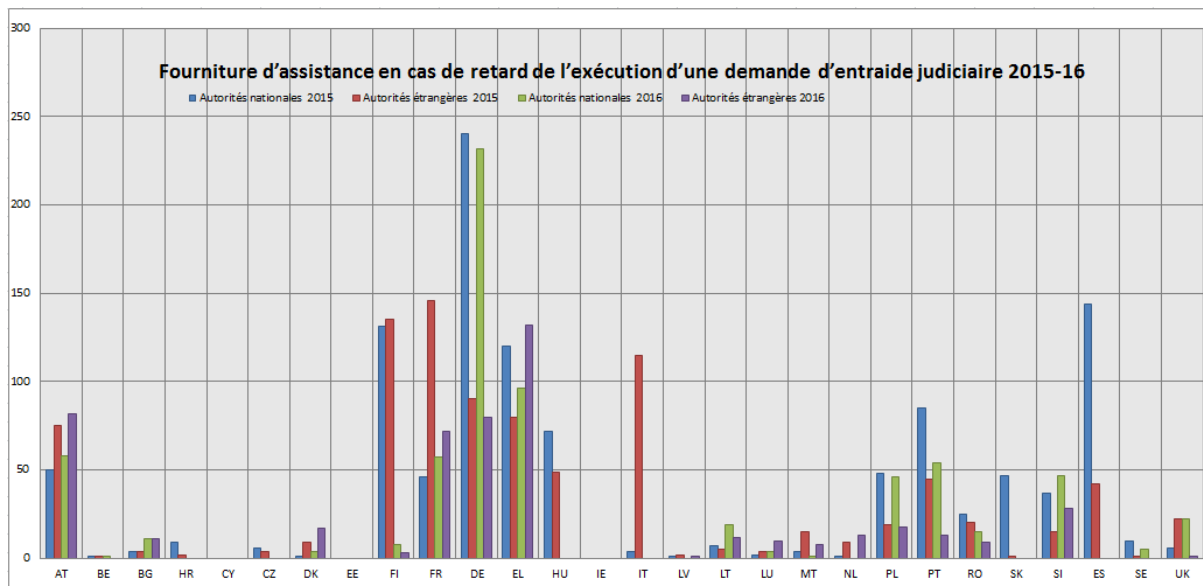
Au cours de 2015-2016, les points de contact du RJE ont aidé leurs autorités judiciaires nationales ou des autorités judiciaires étrangères à la préparation de plus de 4 400 demandes d'entraide judiciaire.



Au cours de la même période, les points de contact sont intervenus pour faciliter l'exécution de plus de 4 600 demandes d'entraide judiciaire.



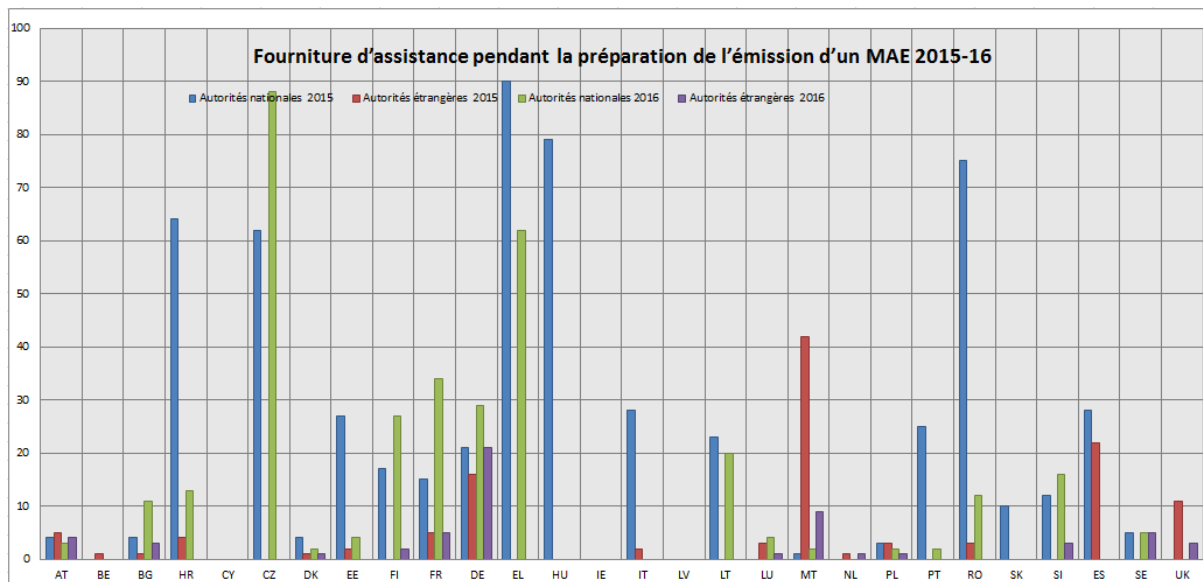
De plus, ils ont contribué à accélérer l'exécution de plus de 3 200 demandes d'entraide judiciaire en retard.



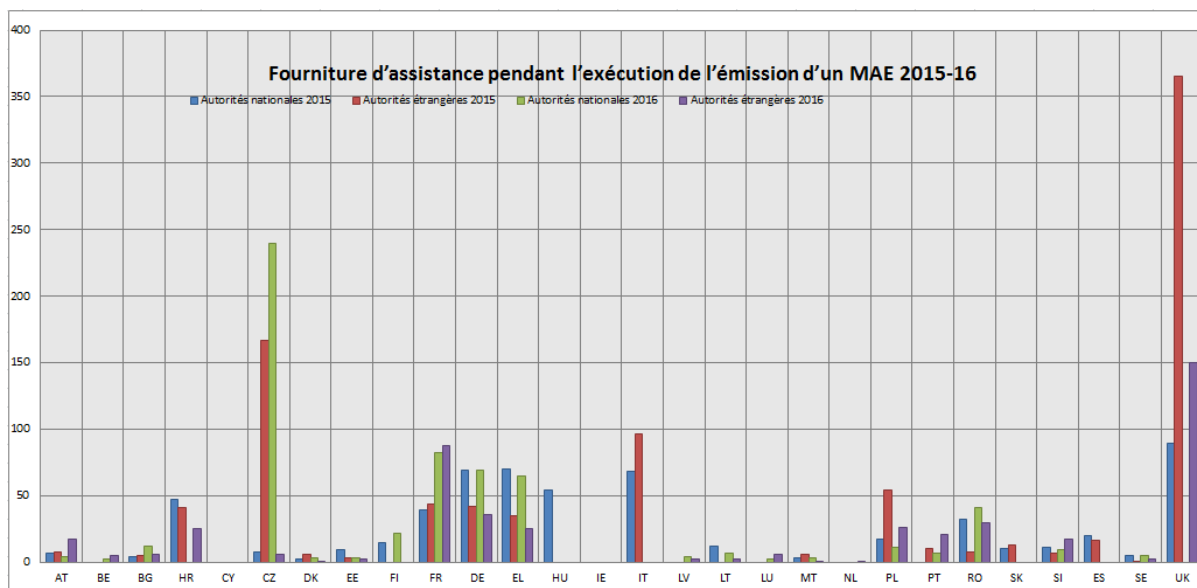
## 2.1.2. Fourniture d'assistance pour l'émission et l'exécution des mandats d'arrêt européens

La fourniture d'une assistance dans la préparation et l'exécution des mandats d'arrêt européens a été une nouvelle fois une priorité pour les points de contact du RJE.

Sur la période concernée, ils ont assisté les autorités judiciaires émettrices dans la préparation de l'émission de plus de 1 200 mandats d'arrêt européens.



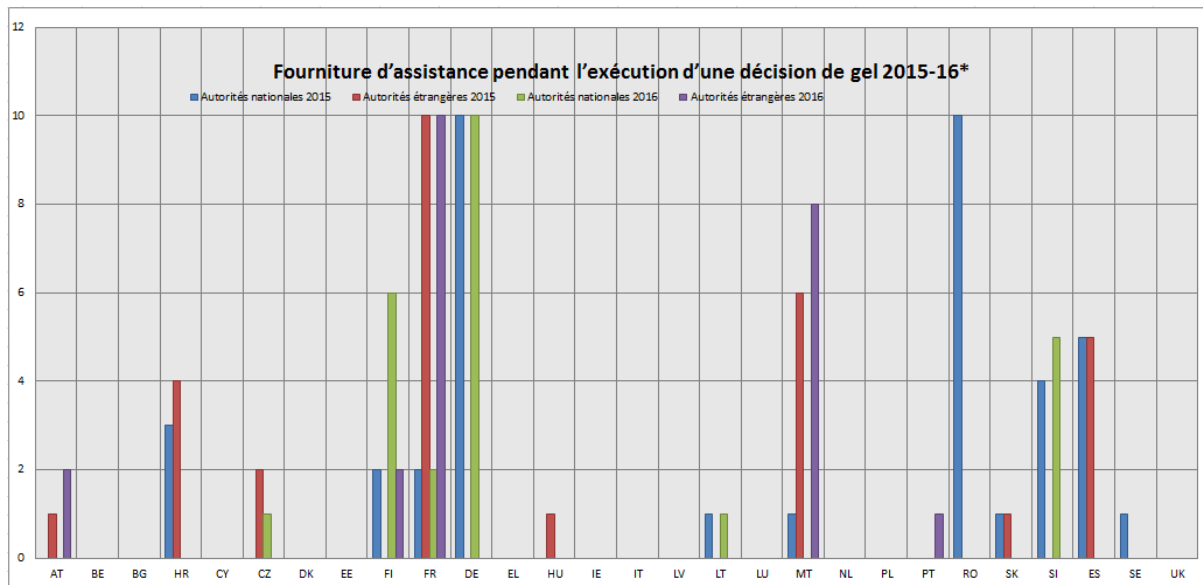
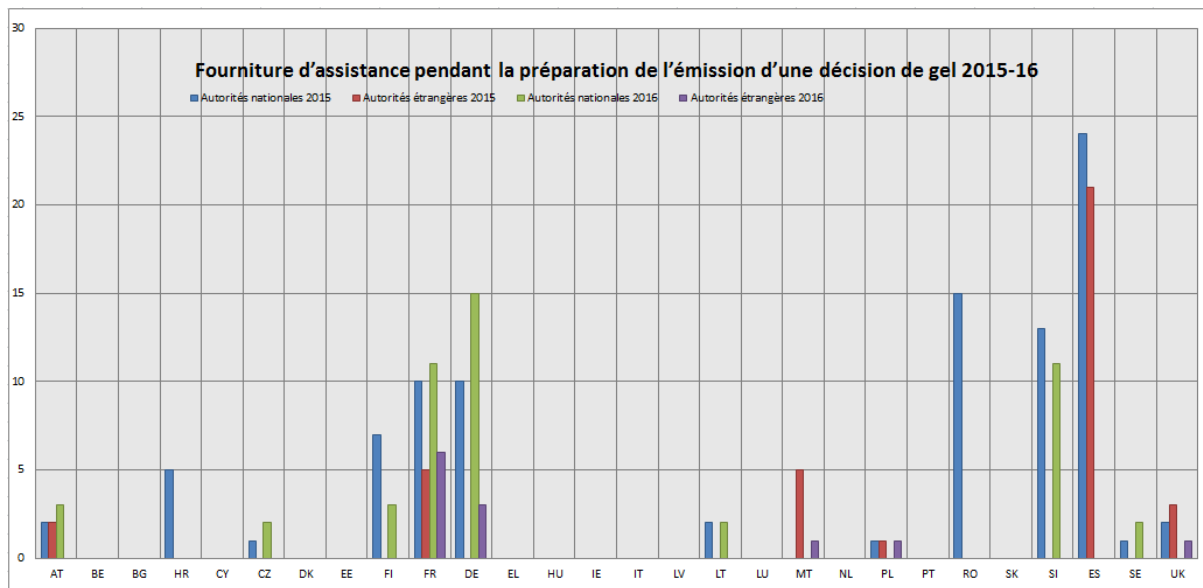
En ce qui concerne l'exécution des mandats d'arrêt européens, les points de contact du RJE ont aidé principalement les autorités d'exécution, mais aussi les autorités émettrices, dans environ 2 700 affaires au cours de 2015-2016.



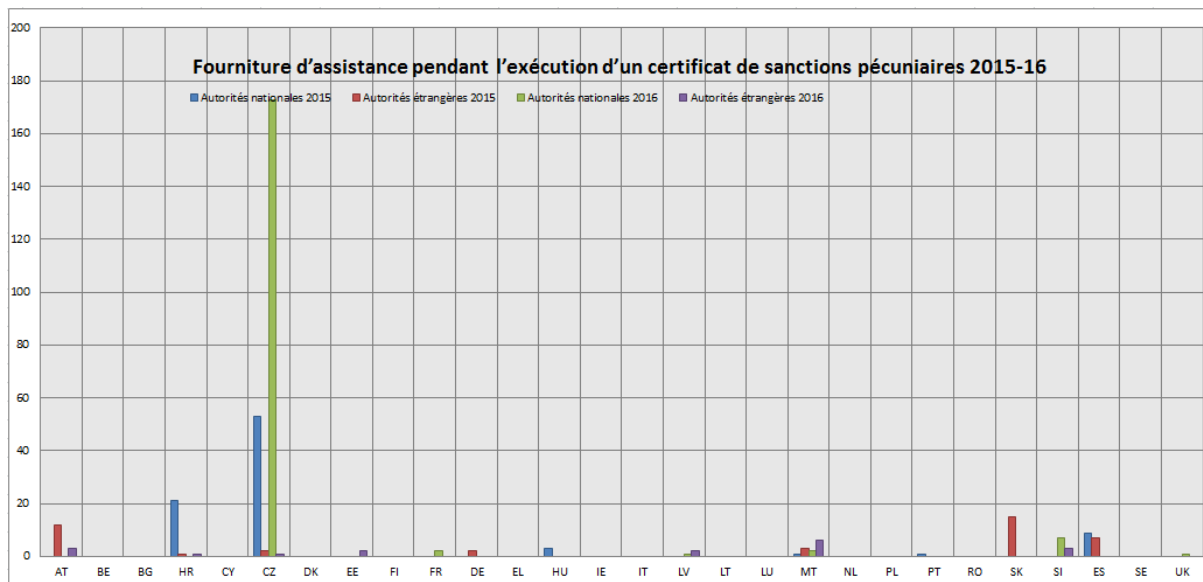
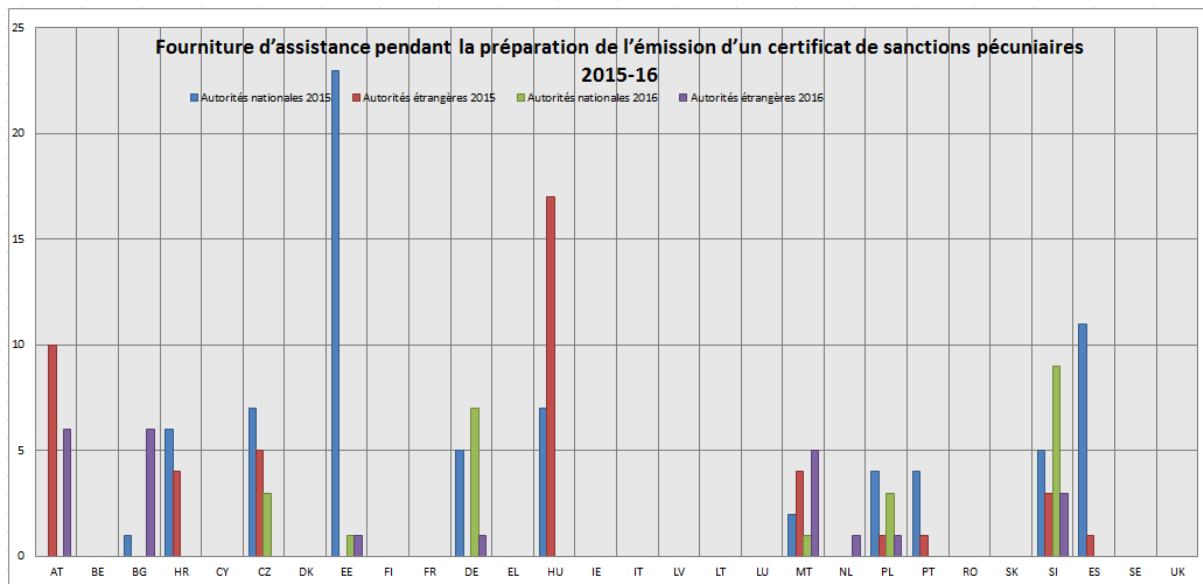
### 2.1.3. Fourniture d'assistance dans l'émission et l'exécution d'autres décisions de reconnaissance mutuelle

Les points de contact du RJE ont également été impliqués dans la préparation et l'exécution d'autres décisions judiciaires fondées sur le principe de la reconnaissance mutuelle, en aidant soit leurs autorités judiciaires nationales (émission ou exécution) ou des autorités judiciaires étrangères (principalement émission).

Ainsi, au cours de 2015-2016, les points de contact du RJE ont été des intermédiaires actifs pour l'émission d'environ 200 décisions de gel et pour l'exécution d'environ 100 décisions de gel.

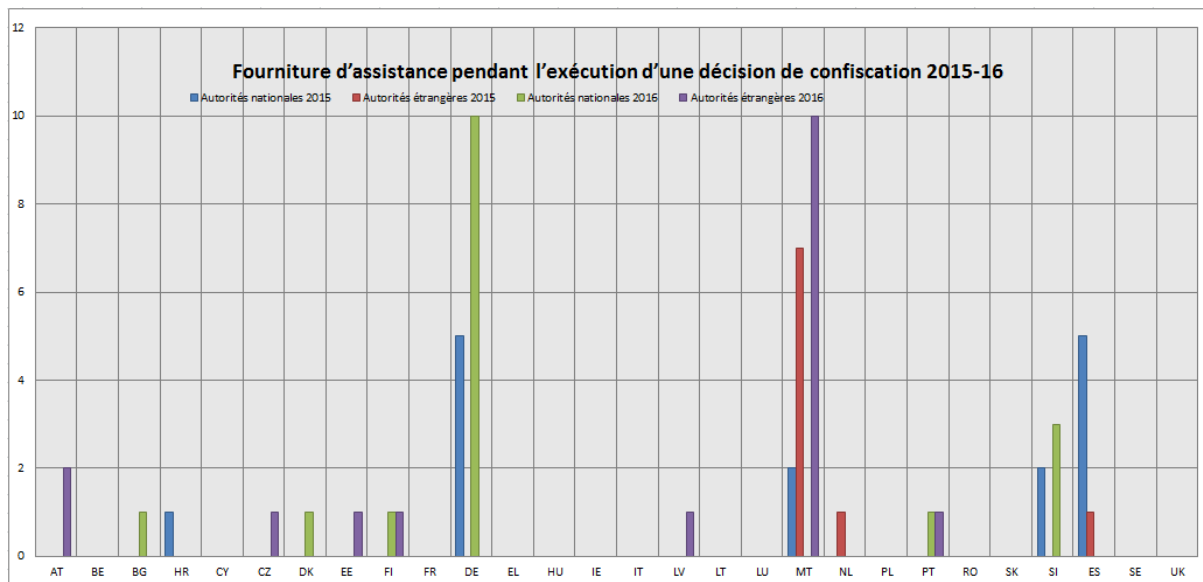
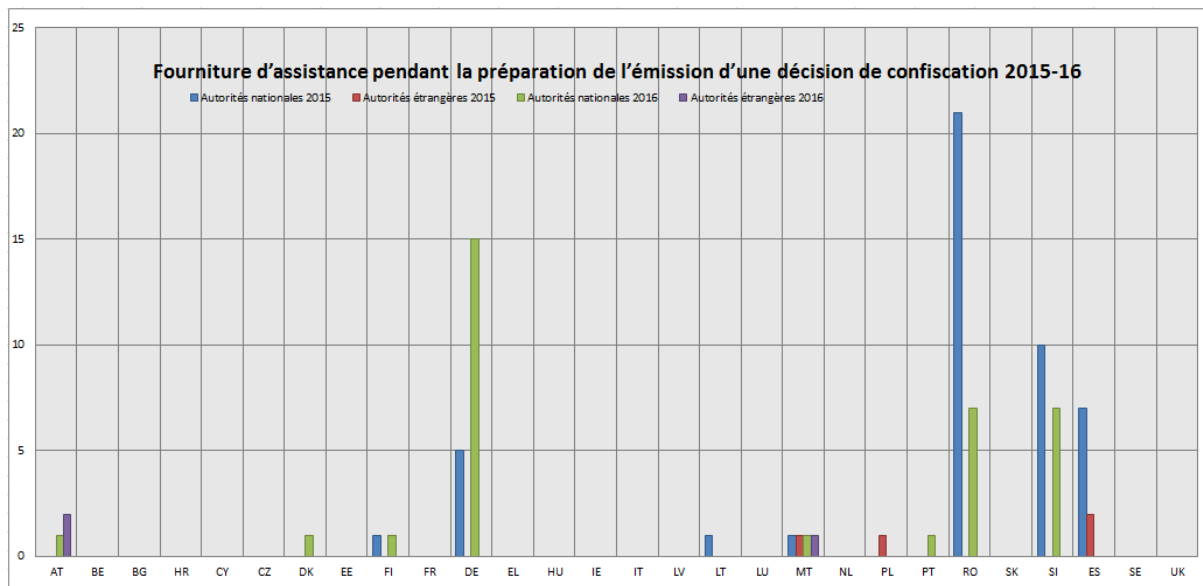


Les points de contact du RJE ont fourni une assistance pour l'émission d'environ 200 certificats de sanctions pécuniaires et l'exécution de plus de 300 de ces certificats.

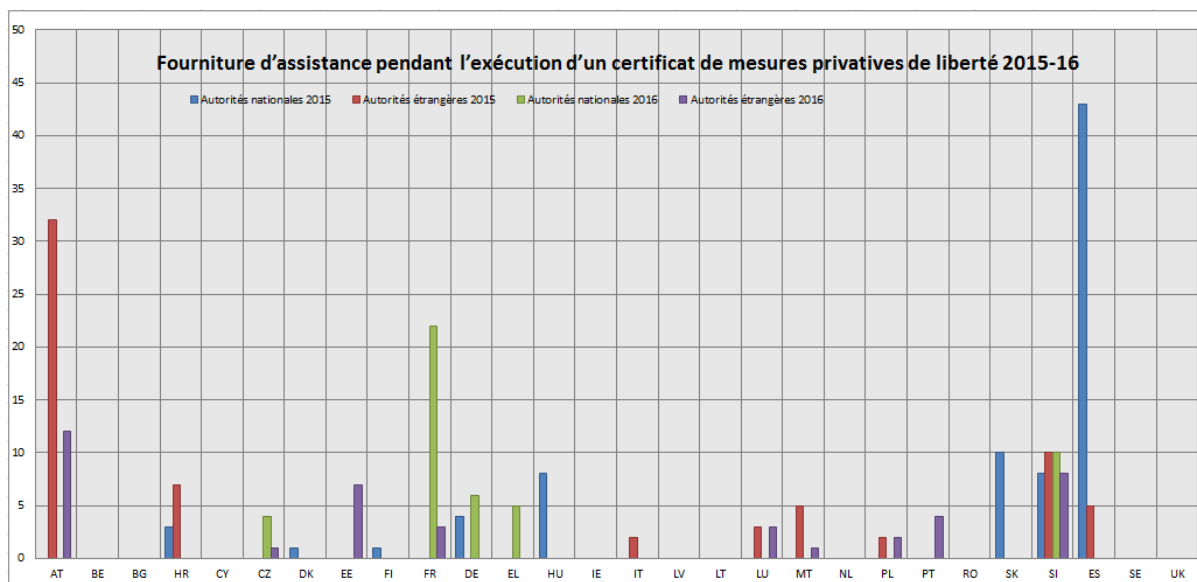
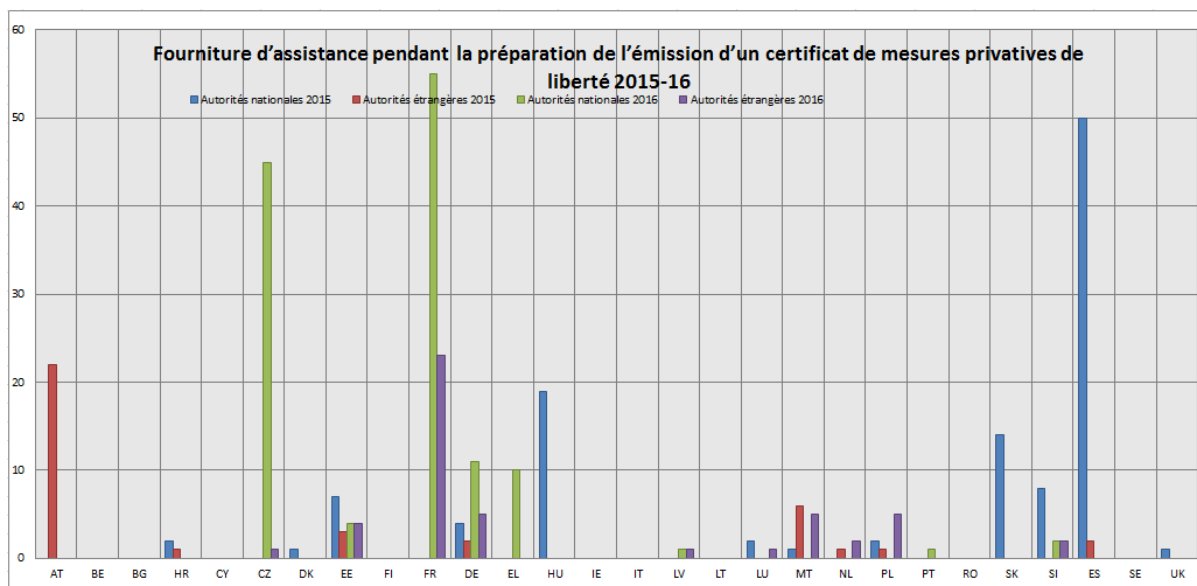


Les points de contact du RJE ont fourni une assistance pour l'émission d'environ 100 décisions de confiscation et l'exécution de plus de 50 de ces décisions de confiscation.





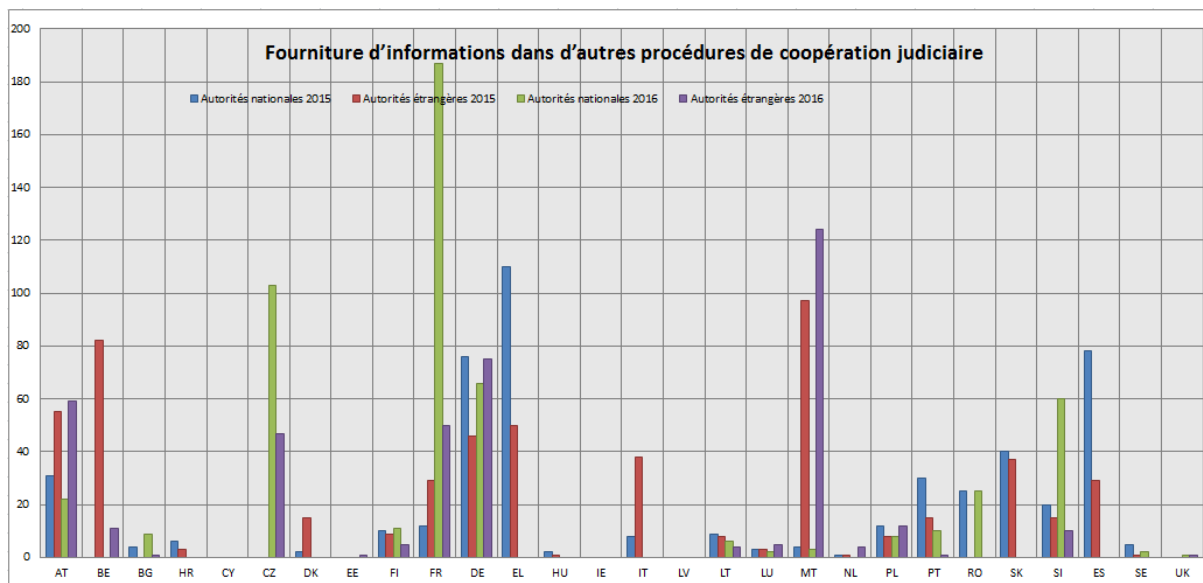
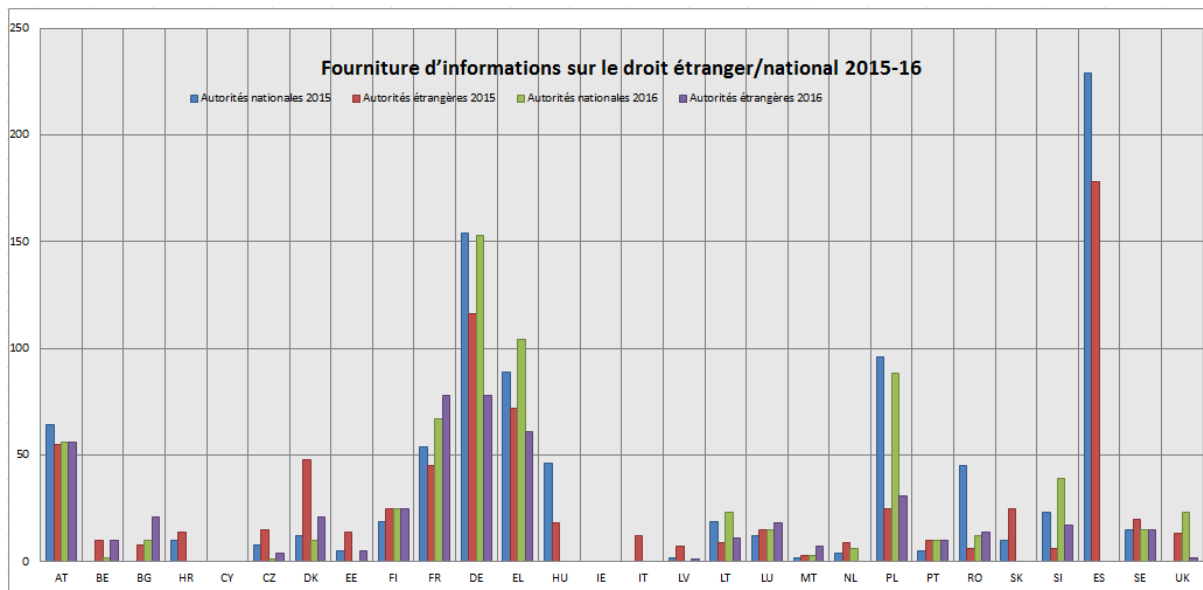
Ils ont participé à l'émission de plus de 320 certificats de mesures privatives de liberté sur la base de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008. Les points de contact ont également aidé à l'exécution d'environ 200 de ces certificats.



#### 2.1.4. Fourniture d'assistance dans d'autres domaines

Outre les principales formes de coopération judiciaire en matière pénale mentionnées ci-dessus, les points de contact du RJE ont traité d'autres cas de coopération judiciaire et fourni des informations sur la législation.

Ainsi, au cours de 2015-2016 les points de contact du RJE ont fourni des informations sur le droit étranger environ 2 000 fois et ont aidé les autorités judiciaires nationales et étrangères dans plus de 1 900 autres cas.



### 2.1.5. Travail afférent aux affaires en relation avec les pays partenaires

En 2015 et 2016, les points de contact du RJE des États membres de l'UE ont joué un rôle important dans la facilitation de la coopération judiciaire en matière pénale entre les États membres et les pays tiers.

Le niveau de participation des points de contact en coopération avec les pays tiers couvre principalement les pays voisins, mais dans les cas complexes, les points de contact du RJE sont également invités par leurs collègues à se rapprocher des points de contact du RJE dans les pays tiers de diverses régions. A cette fin, la coopération étroite établie par le RJE avec

IberRed et d'autres réseaux similaires assure une vaste plate-forme de personnes de contact dans le monde entier.

En 2015 et 2016, les points de contact du RJE ont fourni une assistance dans environ 2 500 affaires concernant des pays tiers.

## 2.2. Autres activités

Outre le travail afférent aux affaires, les points de contact du RJE de tous les États membres, pas seulement les correspondants chargés des aspects techniques, ont été activement impliqués dans le processus de mise à jour permanente du site du RJE, en particulier la mise à jour de l'Atlas et la révision complète au cours de 2015 et 2016 des Fiches belges et de la section « Info sur les systèmes nationaux » sur le site Web du RJE.

Deux groupes de travail du RJE dédiés, composés de points de contact volontaires, ont fonctionné en 2015 et 2016 : le groupe de travail sur la sixième série d'évaluations mutuelles (comprenant des points de contact du RJE des présidences du RJE, ainsi que du Portugal et du Royaume-Uni) et le groupe de travail sur l'e-Justice (comprenant des points de contact du RJE des présidences du RJE, ainsi que de la Finlande, de l'Allemagne et de la République tchèque). Ces groupes de travail ont soutenu les présidences du RJE et le secrétariat du RJE dans l'accomplissement de tâches importantes dans le programme de travail du RJE.

Durant ces deux années, les points de contact du RJE ont continué de participer activement à d'autres activités étroitement liées à leurs missions essentielles. Ainsi, compte tenu de leur expertise pertinente sur la coopération judiciaire internationale en matière pénale, les points de contact du RJE ont participé à des conférences internationales et séminaires en tant que conférenciers/formateurs, y compris celles organisées par les partenaires du RJE tels que le REFJ et l'ERA.

En outre, certains points de contact du RJE ont participé à des négociations bilatérales sur l'extradition, le transfèrement de personnes condamnées et l'entraide judiciaire et ont représenté leurs pays au sein du groupe « Coopération en matière pénale » (COPEN) du Conseil de l'Union européenne lors de réunions d'experts organisées par la Commission européenne et des commissions du Conseil de l'Europe, telles que le Comité européen pour les problèmes criminels (CDPC) et le Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération dans le domaine pénal (PC-OC), ainsi qu'à des réunions des agences des Nations Unies.

Par exemple, en 2015, un nombre important d'activités ont impliqué des points de contact du RJE. Ainsi, parmi ces activités, on peut citer :

- Les points de contact de la République tchèque ont participé à des réunions des points de contact nationaux du RJE et des procureurs spécialisés dans l'entraide judiciaire organisées par le Bureau du procureur général de l'État (dans le cadre du SNCE) le 27 mai 2015 et le 19 novembre 2015 à Brin. Les points de contact tchèques ont également participé à la formation sur l'entraide judiciaire en matière pénale au niveau national : deux séminaires pour les procureurs et les juges à l'Académie judiciaire de Kroměříž les 27-28 avril 2015 et le 30 novembre - 1er décembre 2015 ; une présentation sur l'entraide judiciaire au sein du séminaire sur le crime organisé (pour les procureurs de la République tchèque, de la République slovaque, de l'Allemagne et de l'Italie) à Kroměříž le 17 juin 2015 ; une présentation sur l'entraide judiciaire en matière de lutte contre la cybercriminalité, le 29 septembre 2015 à Prague ; une présentation sur l'entraide judiciaire au sein du séminaire sur les infractions à la législation sur les stupéfiants à Benešov le 30 septembre 2015 ; une présentation sur l'entraide judiciaire au sein du séminaire sur la coopération internationale pour les forces de police tchèques à Nesuchyně le 1er octobre 2015. Un séminaire pour les procureurs et les juges au sujet de la nouvelle loi tchèque sur la coopération internationale en matière pénale en Slovaquie à Omšenie les 21-22 septembre 2015.
- Les points de contact allemands ont organisé une réunion régionale et nationale à Berlin et certains d'entre eux ont participé à des activités telles que: plusieurs formations pour les procureurs/juges et la police; l'organisation de visites de procureurs étrangers de haut rang à Munich; l'organisation du 17e Forum international pour les procureurs à Munich ; la participation en tant qu'experts à un séminaire REFJ sur l'entraide judiciaire à Budapest ; la participation en tant que partenaire à un projet de l'UE sur l'article 456 de la décision-cadre du Conseil relative au mandat d'arrêt européen ; la participation au groupe d'experts sur la politique pénale de l'UE ; l'enrichissement d'un site intranet pour les procureurs et les juges avec des informations sur l'entraide judiciaire et sur le RJE, auxquelles les agents de police ont également accès ; la représentation de l'expérience du RJE au sein d'un groupe de travail de procureurs germano-néerlandais
- Les points de contact estoniens ont organisé et accueilli une réunion régionale du RJE (entre l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie), financée par le budget du RJE et un point de contact a participé en tant qu'expert du Conseil de l'Europe dans un séminaire de formation à Prague sur les entités juridiques et les négociations sur la proposition de règlement sur Eurojust.
- Les points de contact hongrois de RJE ont participé aux réunions régulières des points de contact nationaux du RJE, ainsi qu'à des « road shows » avec le membre national d'Eurojust pour la Hongrie.
- Les points de contact portugais du RJE ont organisé des séances de formation à Porto, Viana do Castelo, Santarém, Évora, Sintra et Guarda où le rôle et la valeur ajoutée du RJE a été expliqué. Un point de contact portugais a présidé le PC-OC,

Comité d'experts du Conseil de l'Europe qui a négocié un projet de Protocol d'amendement à la Convention européenne sur le transfèrement des personnes condamnées.

- Les points de contact roumains du RJE ont participé aux réunions du Réseau judiciaire roumain en matière pénale (5-6 mars 2015 à Bucarest et 12-14 octobre 2015 à Constanța), dans les sessions de formation organisées par le REFJ (avec une présentation sur le RJE à Bucarest du 30 septembre au 2 octobre 2015) et lors de la 12<sup>e</sup> réunion de la plateforme des BRA, qui s'est tenue à Bruxelles les 25-26 novembre 2015.
- Les points de contact suédois ont participé à une réunion nationale à Stockholm.

En **2016**, certains points de contact du RJE ont participé activement aux groupes de travail nationaux pour l'élaboration de la législation nationale visant à la transposition de la directive 2014/UE sur la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Les activités des groupes de travail du RJE sur la sixième série d'évaluations mutuelles et, respectivement, sur l'e-Justice se sont poursuivies en 2016.

Parmi d'autres activités impliquant les points de contact du RJE en 2016, on peut citer :

- Les points de contact de la République tchèque ont participé à des réunions des points de contact du RJE et des procureurs nationaux spécialisés dans l'entraide judiciaire organisée par le Bureau du procureur général de l'État (dans le cadre du SNCE) qui se sont tenues à Prague le 19 mai 2016 et à Brin le 14 novembre 2016 ; réunions avec les États membres sur des questions spécifiques de coopération (16 mars 2016 réunion au Ministère de la Justice avec leurs homologues allemands sur la reconnaissance et l'exécution des sanctions financières) ; 6 Octobre 2016 réunion à l'Académie judiciaire, avec des représentants du Ministère de la Justice, du Bureau du procureur général de l'État, des juges, des procureurs de l'État, avec leurs homologues du Royaume-Uni sur le transfèrement des personnes condamnées vers la République tchèque - questions spécifiques relatives au Royaume-Uni. Ils ont également participé à une session de formation sur l'entraide judiciaire concernant le gel et la confiscation des produits du crime et d'autres biens, à l'Académie judiciaire de la République tchèque le 2 mars 2016 et présenté des exposés à l'étranger sur le système d'entraide judiciaire dans la République tchèque (en Slovaquie les 21 et 22 septembre 2016 ; pendant la réunion régionale du RJE en Pologne le 18 octobre 2016 ; à propos de la double incrimination dans différents types d'entraide judiciaire lors du séminaire sur la criminalité fiscale au sein d'Eurojust du 28 octobre 2016 ; sur le RJE, Eurojust et les autres réseaux lors de la Conférence « Garantir la justice transfrontalière pour tous dans l'Union européenne : partage des pratiques et des expériences de terrain » à Bratislava les 9-10 novembre 2016 ; sur la EIO lors de la 9<sup>e</sup> réunion des chefs des unités de coordination centrale à Bratislava du 23 au 25 novembre 2016).

- Les points de contact allemands ont organisé une réunion régionale et nationale à Berlin. Ils ont également participé à des activités telles que : réunion du SNCE allemand ; formation à l'entraide judiciaire et informations sur le RJE dans le cadre de plusieurs formations destinées aux procureurs et policiers au niveau de l'État (par exemple cybercriminalité, corruption, crime organisée, blanchiment, etc..) ; formation à l'entraide judiciaire et informations sur le RJE au cours de la formation sur l'entraide judiciaire de l'Académie allemande des juges destinée aux juges et aux procureurs ; formation du personnel judiciaire sur l'entraide judiciaire, notamment entendre des témoins par vidéoconférence ; formation des procureurs et autres membres du personnel des bureaux des procureurs sur la saisie transfrontalière des bénéfices.
- Les points de contact roumains ont organisé une réunion régionale du RJE et une réunion nationale du RJE en octobre 2016 à Bucarest, toutes deux avec le soutien financier du budget du RJE. Ils ont également participé à la réunion du réseau judiciaire national en matière pénale, qui s'est tenue à Cluj-Napoca en septembre 2016.
- Les points de contact suédois ont tenu leur réunion nationale du RJE à Stockholm en décembre 2016.

## Chapitre II

### Gestion du Réseau judiciaire européen et mise en œuvre des programmes de travail

#### Section 1

##### Aperçu

Conformément aux dispositions de l'article 2(8) de la Décision RJE, le réseau est administré par le secrétariat du RJE.

En 2015-2016 le secrétariat du RJE a mis en œuvre d'une manière compatible avec une bonne gestion les Programmes de travail du RJE, tel qu'approuvés par le RJE et a défini l'ordre de priorité des actions visant à répondre aux recommandations pour le RJE fournies par la sixième série d'évaluations mutuelles sur le RJE et Eurojust.

Dans ce contexte, le secrétariat du RJE a établi un Plan d'Action pour la mise en œuvre des recommandations concernant le Réseau judiciaire européen sur la base des rapports nationaux et des rapports finaux de la sixième série d'évaluations mutuelles qui, avec les programmes de travail, a constitué le document directeur pour les principales activités du RJE durant la période visée par le présent rapport. Afin de suivre de près la mise en œuvre des mesures prises, le secrétariat du RJE a également établi un tableau de suivi.

Le Plan d'Action et le tableau de suivi ont été finalisés avec la contribution active du groupe de travail du RJE sur la sixième série d'évaluations mutuelles et en étroite consultation avec le RJE et l'équipe des magistrats de liaison du Collège d'Eurojust.

Pendant la période visée par le présent rapport, l'accent a été mis sur la mise à jour du site Web, afin de relever le défi des développements législatifs rapides au niveau de l'UE et des États membres. À cette fin, le nouvel Atlas judiciaire, le nouveau Compendium et la révision des Fiches belges ont été les principales réalisations, ces trois outils étant désormais adaptés au cadre juridique complet de la coopération judiciaire en matière pénale au sein de l'Union européenne. En outre, en 2015, un nouvel outil pour la coopération avec les pays tiers et les réseaux judiciaires a été créé et la section informations sur les systèmes nationaux a fait l'objet d'une mise à jour. D'autres discussions ont été entamées sur la réorganisation de la Bibliothèque judiciaire du RJE.



La coopération avec les partenaires et les pays tiers s'est intensifiée en 2015 et 2016 et des contacts ont été établis.

Le secrétariat du RJE, ainsi que les points de contact, ont participé activement aux réunions d'experts organisées par les institutions de l'UE et ont été directement impliqués dans les préparatifs de l'entrée en vigueur de la Directive sur décision d'enquête européenne en matière pénale.

## Section 2

### Mise en œuvre du programme de travail 2015

#### 2.1. Amélioration et mise à jour permanente du site Web

Au cours de la sixième série d'évaluations mutuelles sur le RJE et Eurojust, le rapport d'évaluation de chaque pays et le rapport final ont souligné la nécessité d'actualiser en permanence les outils du site Web du RJE.

Plusieurs recommandations ont demandé instamment au secrétariat du RJE de mettre à jour les outils électroniques, en particulier l'*Atlas judiciaire*, les *Fiches belges* et la *Bibliothèque judiciaire*. Toutes ces recommandations sont devenues des actions prioritaires pour le secrétariat du RJE, prévues par le *plan d'action* susmentionné.

En fin 2014, l'*Atlas judiciaire* a été entièrement remanié du point de vue technique et le « nouvel » Atlas a été lancé en février 2015. Il contient à présent des informations sur les autorités d'exécution compétentes, non seulement pour l'entraide judiciaire et le mandat d'arrêt européen, comme auparavant, mais aussi pour tous les instruments applicables à la coopération judiciaire en matière pénale. Désormais techniquement finalisé, mais étant un outil vivant, le nouvel Atlas requiert une mise à jour permanente concernant les autorités compétentes des États membres. À cette fin, le secrétariat du RJE a continué à travailler en étroite collaboration avec les correspondants chargés des aspects techniques des États membres soucieux de résoudre les problèmes qui subsistent concernant certaines mesures de coopération judiciaire ou instruments juridiques.

## Practical tools for judicial cooperation



Le processus de révision des *Fiches belges* a été entamé en 2015. Ainsi, lors de la 14<sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects techniques, le secrétariat du RJE a proposé un modèle révisé des questions des *Fiches belges*, adapté à tous les types d'instruments juridiques, demandes d'entraide judiciaire traditionnelles et ceux donnant effet au principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires.

Suite à l'approbation du nouveau modèle, les correspondants chargés des aspects techniques, soutenus ou coordonnés par les correspondants nationaux et/ou autres points de contact, ont travaillé dans la seconde moitié de 2015 et au début de 2016 à saisir les informations relatives à leur État membre respectif.

En 2015, le secrétariat du RJE est également parvenu à publier dans la *Bibliothèque judiciaire* les versions Word de l'ensemble des formulaires des ordonnances et certificats prévus par les différents instruments juridiques de l'UE basés sur le principe de reconnaissance mutuelle.

Une nouvelle version de la page d'accueil du site Web du RJE a été mise en ligne en novembre 2015.

Pendant ce temps, les discussions se sont poursuivies avec la Commission européenne et le Conseil de l'Union européenne concernant la mise en œuvre des Conclusions du Conseil d'octobre 2013<sup>1</sup> sur la coopération entre le site Web du RJE et l'e-Justice. Une déclaration a

<sup>1</sup> Document du Conseil 13407/13.

été adoptée par les correspondants nationaux du RJE concernant les principes essentiels de cette coopération (cf. annexe 5).

Comme les années précédentes, les données statistiques indiquent les pages vues<sup>2</sup> du site Web du RJE en 2015 :

Sections (2015)	Pages vues	%
Atlas	1175449	39,1%
Page d'accueil	892217	29,7%
Bibliothèque	543669	18,1%
Pages statiques	69306	2,3%
Points de contact/restreint	65399	2,2%
Fiches belges	63476	2,1%
Systèmes nationaux	40142	1,3%
Nouvelles	38980	1,3%
Compendium	22165	0,7%
Événements	21498	0,7%
Liens rapides	15384	0,5%
Document de la bibliothèque	14398	0,5%
Sélection d'outils	13065	0,4%
Ejnforum (inscription incl.)	12503	0,4%
Recherche sur le site RJE	6754	0,2%
Questions fréquemment posées	4678	0,2%
Galerie photos	2034	0,1%
Section des partenaires	1053	0,0%
Infos points de contact	803	0,0%
Autres pages	18110	0,6%

---

<sup>2</sup> Il convient de noter que même si les chiffres sont moins élevés en 2016 par rapport à la période précédente de 2016, cela ne reflète pas une diminution des activités entre les points de contact du RJE, mais plutôt une autre méthode de collecte des données.

## 2.2. Réunions

### 2.2.1. Réunions plénières des points de contact du RJE

Réunions plénières organisées par les États membres qui exercent la présidence du Conseil de l'Union européenne

**La 44<sup>ème</sup> séance plénière du réseau judiciaire européen s'est tenue à Riga les 28-30 juin 2015, sous la présidence lettone du Conseil de l'Union européenne.**

*Le thème principal de cette réunion était l'exécution des peines privatives de liberté et d'autres mesures privatives de liberté en vertu de la décision-cadre du Conseil 2008/909/JAI du 27 novembre 2008 (transfèrement des détenus). Les décisions-cadres sur les mesures de probation (2008/947/JAI) et les mesures de contrôle (2009/829/JAI) ont également été abordées dans ce contexte.*



**Photo de famille de la 44<sup>ème</sup> réunion plénière du RJE**

Un représentant de la *Direction générale Justice de la Commission européenne* a fait une présentation qui a porté essentiellement sur la question de l'efficacité des décisions-cadres en matière de détention - transfèrement des détenus (2008/909/JAI), Probation et

sanctions alternatives (2008/947/JAI) et Décision européenne de contrôle judiciaire (2009/829/JAI). L'état de la transposition de ces décisions-cadres a été abordé brièvement : à ce moment-là, elles avaient été mises en œuvre dans 24, 20 et 18 États membres, respectivement.

Un représentant du *Conseil supérieur de la magistrature espagnol*, qui est également membre du projet STEPS2, a donné un aperçu de ces décisions-cadres, en mettant l'accent sur la perspective des personnes condamnées. L'importance de la réinsertion sociale a été soulignée. Il a expliqué que le transfèrement de ressortissants étrangers dans leur pays d'origine ne se fait pas toujours en faveur de la réinsertion sociale, soulignant ainsi la complexité du concept.

Ce sujet a également été abordé dans trois ateliers, sur la base des documents de travail préparés par la présidence et le secrétariat du RJE.

Un *premier atelier* a porté sur les aspects pratiques de la coopération judiciaire pour l'exécution des peines privatives de liberté. La discussion a porté essentiellement sur les questions liées à la décision-cadre sur le transfèrement des détenus (2008/909/JAI).

Un *deuxième atelier* a porté sur les aspects pratiques du transfèrement des prisonniers. Les participants ont convenu que le processus en vertu de la décision-cadre était beaucoup plus rapide que la convention du Conseil de l'Europe de 1983 sur le transfèrement des personnes condamnées. Bien que la décision de transfèrement soit prise au niveau judiciaire, les aspects pratiques du processus sont laissés à la police ou au personnel pénitentiaire.

Le *troisième atelier* a porté sur le mandat d'arrêt européen et sur l'extradition aux fins d'exécution d'une peine. Cet atelier a porté essentiellement sur la relation entre la décision-cadre sur le mandat d'arrêt européen et la décision-cadre sur le transfèrement des prisonniers, ainsi que sur le partage d'expériences entre les participants, en particulier en termes de difficultés rencontrées.

Le *Directeur du Département de la coopération judiciaire* du ministère de la Justice de la République de Lettonie a présenté le système letton en matière de coopération judiciaire internationale en matière pénale.

Par ailleurs, l'ordre du jour de la réunion comprenait une présentation générale sur la directive relative à la décision de protection européenne en matière pénale et une intervention ciblée pratique sur le même sujet.

Le projet d'un manuel UE sur la DC 2008/909/JAI a également été présenté.

\*\*\*



**La 45<sup>ème</sup> réunion plénière du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à Luxembourg les 18-20 novembre 2015 sous la présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union européenne.

La réunion a porté sur les aspects juridiques et pratiques des directives dites ABC en ce qui concerne les droits procéduraux suivants en matière de coopération judiciaire en matière pénale. Mesure A : Droit à l'interprétation et à la traduction ; Mesure B : Droit à l'information ; et Mesure C : Accès à un avocat; basé sur la Directive relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales (2010/64/UE)<sup>3</sup> ; la Directive relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales (2012/13/UE)<sup>4</sup> ; et la Directive relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté (2013/48/UE)<sup>5</sup>.



**Les participants à la 45<sup>ème</sup> réunion plénière**

Un représentant du *Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne* a expliqué comment la législation européenne sur les garanties procédurales avait vu le jour. Afin de définir et de protéger les droits procéduraux minimaux pour les suspects et les accusés, le

---

<sup>3</sup> Directive 2010/64/UE du 20 octobre 2010 relative au droit à l'interprétation et à la traduction dans le cadre des procédures pénales. – JO L 280, 26.10.2010, p. 1-7.

<sup>4</sup> Directive 2012/13/UE du 22 mai 2012 relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales. – JO L 142, 1.6.2012, p1-10.

<sup>5</sup> Directive 2013/48/UE du 22 octobre 2013 relative au droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales et des procédures relatives au mandat d'arrêt européen, au droit d'informer un tiers dès la privation de liberté et au droit des personnes privées de liberté de communiquer avec des tiers et avec les autorités consulaires. – JO L 294, 6.11.2013, p. 1-12.

Conseil européen a invité la Commission à inclure les garanties procédurales dans le programme de Stockholm sur la Justice et les affaires intérieures 2009-2014. Il a été rappelé que la Commission avait proposé dès 2004 une décision-cadre du Conseil relative à certains droits procéduraux dans le cadre des procédures pénales dans l'UE, mais que cette proposition n'avait pas rencontré de succès en raison de l'opposition de plusieurs États membres.<sup>6</sup> Après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, il est maintenant plus facile d'établir des règles communes sur les droits des personnes dans le cadre des procédures pénales puisque, conformément à l'article 82(2)(b) du traité de Lisbonne, la « procédure législative ordinaire », par exemple la codécision impliquant le vote à la majorité qualifiée (VMQ) au sein du Conseil, est applicable. Bien que l'article 82 du traité de Lisbonne prévoit également une possibilité de rapprochement des législations des États membres, l'article pose le principe de la reconnaissance mutuelle comme base de la coopération judiciaire. En outre, en raison des développements politiques reflétés dans les conclusions de la présidence de Tampere de la réunion du Conseil européen d'octobre 1999, il n'a pas été possible d'établir le rapprochement des législations avant la reconnaissance mutuelle.

Le droit à l'interprétation et à la traduction, le droit à l'information et le droit d'accès à un avocat dans le cadre des procédures pénales ont été présentés à la lumière des récents développements à la Cour européenne des droits de l'homme (cour EDH) par un ancien président de la Cour, qui a mis l'accent sur l'efficacité de l'aide et de la compréhension. Il a commencé en faisant référence à la base juridique de la jurisprudence de la cour EDH à cet égard, à savoir l'article 6 de la Convention européenne des droits de l'homme.

Un représentant de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) a présenté un exposé sur le droit à l'interprétation, à la traduction et à l'information dans le cadre des procédures pénales dans l'UE : pratiques prometteuses et possibilités.

Comme d'habitude, la partie « Activités RJE » de l'ordre du jour a permis aux membres du secrétariat du RJE d'informer les participants sur les projets réalisés au cours du semestre concerné et ceux qui sont prévus pour 2016 et 2017.

Un groupe de discussion sur les aspects juridiques et pratiques des directives ABC s'est tenu lors du deuxième jour de la réunion.

**Mme Viviane REDING**, *Membre du Parlement européen, ancien membre de la Commission*, a fait une présentation sur une Europe de la Justice, un enjeu de citoyenneté. Elle a commencé en insistant sur la nécessité d'un équilibre entre la défense et l'accusation. **Mme REDING** a souligné l'importance de ces développements dans la politique européenne, parce que, comme elle l'a rappelé, les idées sous-jacentes des « pères fondateurs » de l'UE dans les années 1950 n'avaient rien à voir avec les droits individuels.

---

<sup>6</sup> Proposition de décision-cadre du Conseil relative à certains droits procéduraux accordés dans le cadre des procédures pénales dans l' Union européenne du 28 avril 2004, COM (2004) 328 final , 2004/0113 (CNS).

**Mme REDING** également évoqué brièvement le contexte historique du traité de Lisbonne. Avant le traité de Lisbonne, les procédures pénales étaient entièrement consacrées à l'apprehension des criminels. Le traité de Lisbonne a créé un système judiciaire européen, qui n'existait pas auparavant. *Un espace de justice, un espace des droits* et le principe de non-discrimination étaient les valeurs fondamentales des idées qui l'ont inspiré. Un autre aspect était la question des droits fondamentaux sur la base de la citoyenneté européenne, qui ne supprime pas les systèmes nationaux, mais contribue à la construction d'un système européen qui prime sur les systèmes nationaux. À l'ère de la libre circulation, il était nécessaire de créer un pont entre le droit national et le droit de l'UE afin d'assurer que les droits des citoyens soient réels. C'est alors que les praticiens du droit sont entrés en jeu, ajoute **Mme REDING** ; les praticiens étaient ceux qui allaient mettre la loi en pratique et lui donner vie. Selon elle, les évolutions devraient conduire à la création d'un parquet européen.

Par conséquent, la justice pénale européenne deviendrait un champ régulier de la politique européenne. Mme REDING a ajouté que le Parquet européen ferait partie de cette évolution. En ce qui concerne les droits des citoyens, un certain nombre d'instruments juridiques sont en place, garantissant une défense solide : le droit à l'interprétation et à la traduction, le droit à l'information, le droit d'accès à un avocat, mais aussi les droits minimaux pour les victimes d'actes criminels. Les droits procéduraux seront même étendus. Le *chef d'unité Droit procédural, Direction générale Justice et consommateurs de la Commission européenne* a informé les participants sur les évolutions législatives récentes et les priorités de la Commission dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale. Il a souligné le rôle clé du RJE et a déclaré que la Commission voulait accélérer la coopération judiciaire.

\*\*\*

Réunion ordinaire à La Haye

**La 36<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à La Haye le 24 février 2015 sous la présidence lettone.





**Photo de groupe de la 36<sup>ème</sup> réunion ordinaire**

Comme d'habitude dans ce type de réunion, les questions administratives du RJE étaient à l'ordre du jour. Le programme de travail pour 2015 a été discuté, ainsi que les préparatifs du troisième rapport sur les activités et la gestion du RJE. Sujet nouveau pour la réunion ordinaire, les points de contact ont eu l'occasion de présenter les derniers développements dans leurs États membres dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de partager les problèmes liés à l'application pratique des instruments de coopération judiciaire, ainsi que des propositions visant à améliorer la coopération judiciaire en matière pénale.

Les projets liés au site Web ont été présentés par le secrétariat du RJE.

Le travail accompli pour la mise en œuvre des recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles, ainsi que la coopération avec l'e-Justice dans le but de faire migrer le site Web du RJE au portail européen e-Justice, ont conclu l'ordre du jour de cette réunion ordinaire.

### **2.2.2. Réunion des correspondants nationaux**

**La 7<sup>ème</sup> réunion ordinaire des correspondants nationaux du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à La Haye le 7 octobre 2015 sous la présidence luxembourgeoise du Conseil.

Lors de cette réunion, les correspondants nationaux ont approuvé une proposition du trio de présidences et de la future présidence néerlandaise visant à transformer la méthode de travail du trio de présidences du RJE en un format du Conseil des présidences du RJE, composé de la présidence, de la précédente présidence et des deux prochaines présidences.



### **La 7<sup>ème</sup> réunion des correspondants nationaux**

Le programme de travail et l'exécution du budget de 2015, ainsi que les programmes de travail et les budgets prévisionnels pour 2016 et 2017, ont été présentés par le secrétariat du RJE.

Une grande partie de la réunion a été consacrée aux discussions sur la migration possible du site Web du RJE au portail européen e-Justice, sur la base des conclusions du Conseil d'octobre 2013. Les correspondants nationaux ont exprimé leurs préoccupations en ce qui concerne le risque de perdre l'autonomie du site et se sont mis d'accord sur les principes fondamentaux d'une éventuelle migration, comme la préservation de l'identité et de l'autonomie du site du RJE, la conservation des fonctionnalités actuelles et leur amélioration et le maintien du contrôle du site. Il a été décidé qu'une déclaration des correspondants nationaux serait publiée à l'issue de la réunion.

La réunion des correspondants nationaux s'est poursuivie avec des présentations et des discussions sur le plan d'action du RJE pour le suivi de la sixième série d'évaluations mutuelles. Les correspondants nationaux ont été informés des progrès relatifs à

l'approbation du plan d'action au sein du RJE et d'Eurojust. Un résumé du plan d'action avec les acteurs responsables, le secrétariat du RJE, la présidence, les correspondants nationaux du RJE et les correspondants chargés des aspects techniques, ainsi qu'Eurojust (équipe RJE et LM d'Eurojust) a été fourni.

La nécessité d'une « stratégie de coopération avec les pays tiers et d'autres réseaux judiciaires » a été un autre sujet abordé lors de cette réunion des correspondants nationaux.

La création d'une équipe d'experts parmi les points de contact du RJE a également été évoquée, dans le but d'assurer une représentation appropriée du RJE lors des réunions et des séminaires de formation.

### *2.2.3. Réunion des correspondants chargés des aspects techniques*

**La 14<sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects techniques** s'est tenue à La Haye les 19-20 mars 2015 sous la présidence lettonne du Conseil de l'Union européenne.



### **Deuxième jour de la 14<sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects techniques**

Le secrétariat du RJE a déclaré que la version remaniée de l'Atlas judiciaire a été lancée le 20 février 2015. Le « nouvel » Atlas rassemble les « anciens » Atlas 'demandes d'entraide judiciaire' et Atlas 'mandat d'arrêt européen', mais comprend également tous les instruments de reconnaissance mutuelle existants (décision de confiscation, décision de gel,



etc.). Il y a aussi la possibilité d'ajouter de nouveaux instruments (par exemple, décision d'enquête européenne). Les fonctionnalités du nouvel outil et la contribution nécessaire des correspondants chargés des aspects techniques pour mettre entièrement à jour cet outil très important ont été expliquées.

Le secrétariat du RJE a introduit le sujet du *Compendium* remanié, son principal objectif étant de créer une version consolidée et conviviale de cet outil, disponible pour tous les instruments juridiques pertinents de l'UE sur la coopération judiciaire en matière pénale.

Le projet de refonte de la page d'accueil du site Web du RJE afin de refléter les changements dans l'Atlas et le Compendium et d'offrir un design plus convivial a également été présenté.

Le secrétariat du RJE a présenté une toute nouvelle section du site Web du RJE « coopération avec les pays tiers et les réseaux judiciaires », qui comprendra notamment des informations sur les pays tiers et les autres réseaux judiciaires, des liens vers leurs sites Web et des informations juridiques pratiques.

Des projets de nouvelles évolutions de la bibliothèque judiciaire du RJE ont également été évoqués.

Le secrétariat du RJE a indiqué que la mise à jour des *Fiches belges* a été discutée et décidée lors de la réunion ordinaire du RJE du 24 février 2015. La demande pour cette action est née de la sixième série d'évaluations mutuelles. Il a été décidé que le secrétariat du RJE distribuerait un nouveau modèle pour cet outil aux correspondants chargés des aspects techniques en vue de finaliser la mise à jour pour la fin de 2015.

#### ***2.2.4. Réunions régionales et nationales dans les États membres***

En 2015, le budget du RJE a financé trois réunions nationales et trois réunions régionales, auxquelles des subventions ont été accordées suite à des appels à propositions lancés par le secrétariat du RJE.

Les réunions régionales ont été organisées en Lituanie, en Croatie et en Estonie, tandis que les réunions nationales ont été organisées au Portugal, en Bulgarie et en France.

En plus de ces réunions financées par le budget de RJE, des réunions nationales ont été organisées en République tchèque, en Allemagne (réunions régionale et nationale), en Roumanie et en Suède. Lors de la réunion allemande, qui s'est tenue les 9-10 mai 2015, le secrétaire du RJE a été invité et a présenté les activités et les outils du RJE.

### ***Réunions régionales du RJE***

**Les 24-25 septembre 2015, les points de contact lituaniens du RJE ont organisé à Vilnius une réunion régionale qui a porté sur la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil - « mesures et peines privatives de liberté » et sur la décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil - « probation ».** La réunion a impliqué des participants du pays d'accueil, ainsi que de la Lettonie, de l'Estonie, de la Finlande et de la Suède. Les problèmes suivants ont fait l'objet de discussions et de propositions de solutions : peines privatives de liberté et obstacles pratiques en ce qui concerne leur efficacité ; décisions de contrôle judiciaire et contrôle judiciaire dans le pays d'origine au lieu d'une arrestation provisoire dans l'état de l'enquête ; mandat d'arrêt européen et assurances demandées par un autre État membre de l'UE en ce qui concerne les conditions de détention. En ce qui concerne la coopération avec les pays tiers, l'utilisation d'autres réseaux tels qu'IberRed a été soulignée et a été revendiquée utile.

**Les 6-7 octobre 2015, les points de contact croates du RJE ont organisé à Zagreb une réunion régionale avec trois thèmes principaux : Équipes communes d'enquête, décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil - « mesures et peines privatives de liberté » et décision-cadre du Conseil 2005/214/JAI du Conseil - « sanctions pécuniaires ».** Des points de contact de l'État membre organisateur et d'Autriche, de Bosnie-Herzégovine, d'Italie et de Slovénie ont participé à la réunion. Les problèmes suivants ont fait l'objet de discussions et de propositions de solutions : peines privatives de liberté et obstacles pratiques en ce qui concerne leur efficacité ; décisions de contrôle judiciaire et contrôle judiciaire dans le pays d'origine au lieu d'une arrestation provisoire dans l'état de l'enquête ; mandat d'arrêt européen et assurances demandées par un autre État membre de l'UE en ce qui concerne les conditions de détention, ainsi que les décisions de gel et les décisions de confiscation. Il a également été conclu qu'il est important de renforcer la coopération entre les autorités judiciaires et les bureaux ARO dans la phase préliminaire de la procédure dans les affaires concernant la localisation et le gel du produit des crimes. En ce qui concerne la coopération avec les pays tiers, l'utilisation d'autres réseaux tels qu'IberRed a été soulignée et a été revendiquée utile.

**Les 14-15 octobre 2015, une réunion régionale a été organisée par les points de contact estoniens à Tallinn, pour discuter des aspects pratiques concernant les observations transfrontalières, les livraisons surveillées et les décisions de confiscation.** Cette réunion a impliqué des participants du pays d'accueil, de Lettonie et de Lituanie. Plusieurs conclusions ont été tirées au cours de cette réunion. S'agissant de la mise en place des ECE (y compris les ECE dans lesquelles des pays tiers participent), les avantages et les inconvénients ont été discutés. En ce qui concerne les confiscations et le gel des avoirs, les possibilités d'accroître la qualité des certificats ont été discutées. Les problèmes pratiques, par exemple en ce qui concerne la saisie des comptes bancaires, ont été abordés. Enfin, l'importance de la gestion du temps dans les enquêtes préliminaires a été soulignée à la lumière de l'évolution récente

des pratiques. En conclusion, l'utilisation de contacts directs a été soulignée, ainsi que le soutien du RJE.

### ***Réunions nationales du RJE***

**Les 24-25 septembre 2015, une réunion nationale des points de contact portugais a été organisée à Lisbonne**, à laquelle les coordinateurs des nouvelles juridictions territoriales ont été invités. Il a été conclu que la formation judiciaire sur la reconnaissance mutuelle des instruments est très importante pour les praticiens, la coopération judiciaire devant être identifiée comme faisant partie de leur travail quotidien. Les organismes tels que le RJE doivent être utilisés pour identifier et résoudre les problèmes passés et actuels liés à la délivrance et à l'exécution des demandes. A cet égard, les informations pratiques mises à disposition par le RJE contribuent au progrès de la coopération judiciaire. En outre, afin de prendre en compte les particularités des régions, les points de contact locaux devraient également bénéficier d'une formation spécialisée et par conséquent être en mesure d'aider les autorités judiciaires locales. Enfin, l'identification des points de contact dans les cours d'appel devrait également être prise en considération.

**Les 21-23 octobre 2015, les points de contact bulgares ont organisé leur réunion nationale à Tsigov Chark.** Il s'agissait d'une réunion nationale ordinaire des points de contact du RJE avec le réseau interne des procureurs sur l'entraide judiciaire au sein du parquet. La réunion a porté sur la sensibilisation relative au RJE et à ses outils opérationnels parmi les membres du réseau interne des procureurs pour la coopération judiciaire internationale. Le rôle et les fonctions du SNCE dans la coopération avec Eurojust ont également été présentés. Les meilleures pratiques entre les points de contact ont été discutées dans des cas pratiques de coopération judiciaire, par exemple les critères sur la façon de choisir l'un des instruments juridiques dans le travail quotidien dans le domaine de l'entraide judiciaire en matière pénale. Dans l'ensemble, il a été souligné que le site Web du RJE devait être mis à jour régulièrement et que tous les procureurs du réseau interne devraient savoir comment utiliser le site Web RJE et les outils nécessaires pour apporter un soutien à tous les autres procureurs du pays. Les points de contact du RJE jouent un rôle important pour informer les membres du réseau interne des procureurs des nouvelles tendances, des outils juridiques et des meilleures pratiques du RJE.

**Le 10 novembre 2015, la 5<sup>ème</sup> réunion des points de contact français du RJE a eu lieu à Paris.** Son but était de réunir les points de contact du RJE et des représentants d'autres autorités judiciaires ainsi que des magistrats de liaison, y compris ceux ayant une expérience en dehors de l'UE. Au cours de la réunion, le travail quotidien des points de contact du RJE et le fonctionnement du RJE (y compris les outils disponibles sur le site Web du RJE) ont été discutés. Le rôle des différents acteurs dans le domaine de la coopération judiciaire a également été présenté. Enfin, des discussions ont eu lieu sur les progrès des instruments juridiques nationaux en matière de coopération judiciaire en matière pénale.

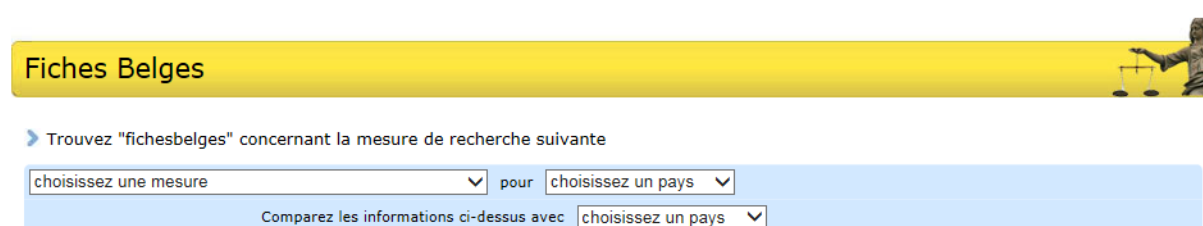
## Section 3

### Mise en œuvre du programme de travail 2016

#### 3.1. Amélioration et mise à jour permanente du site Web

En 2016, les travaux liés à l'amélioration et la mise à jour permanente du site Web du RJE ont porté sur deux projets : la version révisée des *Fiches belges* et le nouveau Compendium.

S'agissant des *Fiches belges*, à la fin du premier semestre de 2016 la plupart des États membres ont répondu aux questions dans le nouveau modèle, ce qui a permis la mise en ligne de la version révisée des *Fiches belges* à la mi-juillet 2016. Depuis le 1er mars 2017, les *Fiches belges* sont disponibles pour 26 États membres.



Le projet du nouveau Compendium a été mis en œuvre au premier semestre 2016 et son principal objectif était de remplacer les deux Compendiums existants (un pour la demande d'entraide judiciaire et un autre pour le MAE) par un outil complet pour la rédaction de tous les types de demandes de coopération judiciaire en matière pénale : MAE, demande d'entraide judiciaire, décisions de gel, décisions de confiscations, certificat de sanctions pécuniaires, peines privatives de liberté, décisions de probation, mesures de contrôle judiciaire, décision de protection européenne, ECRIS, EIO.

De plus, le nouveau *Compendium* a une interface plus conviviale. Elle guide les praticiens dans le formulaire utilisé pour la demande, en veillant à ce que toutes les informations nécessaires soient saisies. Le Compendium permet également aux praticiens de gérer les demandes de traductions ; dans la plupart des cas, la demande doit être traduite dans une langue acceptée par l'État membre sollicité pour que cet État membre soit en mesure d'accepter et d'exécuter la demande.

Le nouveau *Compendium* est en ligne depuis juillet 2016. D'autres projets liés au site Web ont été réalisés et mis en œuvre en 2016. Ainsi, les informations contenues dans la section du site « *Info sur les systèmes nationaux* » ont été restructurées sur la base d'un modèle

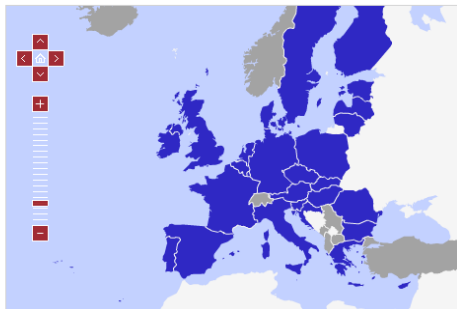
proposé par le secrétariat du RJE. Les informations mises à jour pour tous les États membres, les pays candidats et les pays associés sont disponibles depuis le 10 octobre 2016.

Compendium

Compendium User Manual

**FOR THE EU MEMBER STATES:**

Select on the map the requested/executing Member State or choose it from the list below and draft a mutual legal assistance request or a judicial decision giving effect to the principle of mutual recognition.



**Member states**

AT	BE	BG
HR	CY	CZ
DK	EE	FI
FR	DE	GR
HU	IE	IT
LV	LT	LU
MT	NL	PL
PT	RO	SK
SI	ES	SE
UK		

Or select from the list of countries:

---

**FOR NORWAY:**

Use the Compendium to draft a mutual legal assistance request to be sent to Norway. [Norway](#)

---

**FOR THE NON-EU MEMBER STATES:**

Use the Compendium to draft a mutual legal assistance request to be sent to a third country (non-EU). [Other Countries](#)

---

**Open a request from your local drive**

If you want to open an already existing request, you need to browse to find the file to be opened and click the button open.

En outre, le secrétariat du RJE a créé une section distincte du site dédié à la *Coopération avec les pays tiers et les réseaux judiciaires*, où des informations utiles en ce qui concerne la coopération avec les pays tiers sont publiées, y compris, dans une section à accès restreint, les coordonnées des membres des réseaux judiciaires partenaires et des points de contact du RJE dans les pays tiers.

En 2016, le secrétariat du RJE a également finalisé un nouvel *outil de reporting en ligne* pouvant être utilisé par les points de contact à compter du 1er janvier 2017, afin de rendre compte de leurs activités en leur qualité de membre du RJE.

Encore une fois, le site du RJE a été considéré comme un outil très utile pour les praticiens en 2016, comme indiqué par les données statistiques<sup>7</sup> ci-dessous :

<sup>7</sup> Il convient de noter que même si les chiffres sont moins élevés en 2016 par rapport à la période précédente de 2016, cela ne reflète pas une diminution des activités entre les points de contact du RJE, mais plutôt une autre méthode de collecte des données.



Sections (2016)	Pages vues	%
Page d'accueil	741641	40,7%
Atlas	609428	33,5%
Document de la bibliothèque	163965	9,0%
Bibliothèque	128828	7,1%
Sélection d'outils	92833	5,1%
Ejnforum (inscription incl.)	61039	3,4%
Points de contact/restreint	51963	2,9%
Fiches belges	41542	2,3%
Compendium	25309	1,4%
Pages statiques	24885	1,4%
Info sur les systèmes nationaux	11306	0,6%
Nouvelles	7981	0,4%
Infos points de contact	6244	0,3%
Recherche sur le site RJE	4739	0,3%
Section des partenaires	4412	0,2%
Événements	3458	0,2%
Liens rapides	2972	0,2%
Questions fréquemment posées	1565	0,1%
Galerie photos	289	0,0%
Autres pages	134	0,0%

## 3.2. Réunions

### 3.2.1. Réunions plénières des points de contact du RJE

Réunions plénières organisées par les États membres qui exercent la présidence du Conseil de l'Union européenne

**La 46<sup>ème</sup> réunion plénière du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à Amsterdam et à La Haye les 7-9 juin 2016 sous la présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne.

Cette réunion plénière a porté sur la **lutte contre la grande criminalité** (cybercriminalité, crimes financiers, traite des êtres humains) et sur la **coopération entre le RJE et Eurojust**.

Un *procureur général expert en cybercriminalité du parquet national des Pays-Bas* a illustré le danger de la cybercriminalité par un cas où des banques avaient fait l'objet de cyberattaques. Il a mentionné que la cybercriminalité peut prendre bien d'autres formes. Elle peut également se produire sous forme de piratage de webcams et de récupération des mots de passe d'ordinateurs.



**Photo de famille de la 46<sup>ème</sup> réunion plénière**

Il a été remarqué que les criminels vendent souvent des logiciels malveillants à d'autres criminels qui ne peuvent pas coder les logiciels malveillants eux-mêmes et qu'un problème constant avec la cybercriminalité est la collecte de preuves. Le problème des juridictions différentes a été souligné, à savoir qui est responsable de la collecte de preuves si un crime est commis dans un pays, mais que les preuves du crime se trouvent sur un ordinateur dans un autre pays. Les criminels profitent de cette situation et attaquent délibérément dans des pays différents. Il est donc important de trouver un moyen de sécuriser les sites Web et de répondre à des questions importantes telles que la souveraineté nationale entrave-t-elle le traitement efficace des cas de cybercriminalité. Dans le passé, les discussions ont montré que les enquêtes devaient se poursuivre, même si cela signifiait une violation de la souveraineté nationale, mais la question n'a jamais été résolue définitivement.

La cybercriminalité étant un problème quotidien pour les praticiens en Europe, un réseau judiciaire européen contre la cybercriminalité est nécessaire. Ce nouveau réseau devrait prendre le RJE comme modèle et être basé sur son fonctionnement, mais il devrait en même temps soutenir le RJE et rechercher une large coopération avec d'autres partenaires européens.

Un *procureur expert des enquêtes financières/recouvrement des avoirs du bureau du procureur général pour les infractions économiques et environnementales* (« *Functioneel Parket* ») du *parquet national des Pays-Bas* a fait une présentation relative aux enquêtes financières. Il a été indiqué que les enquêtes financières sont essentielles pour lutter contre le crime, ce qu'il a illustré en expliquant que, rien qu'en 2015, environ 2,5 milliards d'euros ont été trouvés dans des transactions suspectes.

Un *procureur général du parquet national des Pays-Bas* a abordé l'exploitation par le travail, un sous-thème de la traite des êtres humains (THB). Il a présenté les résultats d'une conférence sur l'exploitation par le travail qui a eu lieu à Amsterdam les 18-19 janvier 2016 au cours de laquelle le manuel « **TEAM WORK : Manual for experts on multidisciplinary cooperation against trafficking in human beings for labour exploitation** » a été présenté. Ce manuel encourage les pays à inclure tous les différents aspects de la question dans la lutte contre la traite des êtres humains. Le manuel peut être téléchargé sur le site Web du gouvernement des Pays-Bas.

Pendant les ateliers de l'après-midi, les points de contact du RJE de 20 États membres ont rencontré leurs bureaux nationaux Eurojust respectifs et évoqué des questions telles que les critères sur lesquels se concentrer au moment de décider si une demande doit être traitée par le RJE ou par Eurojust, si la fonction de « double chapeau » des points de contact est bénéfique et si le travail du RJE et d'Eurojust est promu dans l'État membre. En outre, d'autres participants se sont réunis pour un atelier visant à discuter de la coopération avec les pays candidats, les pays associés et les pays tiers.

Le 9 juin 2016, le *chef d'unité Droit procédural, Direction générale Justice et consommateurs de la Commission européenne B1*, a fait une présentation de la directive 2014/41/EU concernant la décision d'enquête européenne en matière pénale.

La transposition complète de cette directive est une priorité pour la Commission européenne. Il a été dit que le RJE est la clé pour améliorer la familiarisation des praticiens avec la EIO dans les États membres. Auparavant, la Commission a tenu deux réunions d'experts consacrées à l'examen des dispositions de la EIO pour aider ce processus et va maintenant rédiger un manuel, semblable à ce qui a été fait pour le mandat d'arrêt européen. Comme ce manuel pourrait ne pas être achevé avant la transposition de la EIO par les États membres (le 22 mai 2017), les praticiens ont été invités à lire la directive pertinente. Le mandat européen d'obtention de preuves ayant déjà été abrogé, la demande d'entraide judiciaire le remplacera jusqu'à l'entrée en vigueur de la EIO.

Il a été expliqué que la portée de la EIO est moins étendue que celle de la demande d'entraide judiciaire. En outre, le Danemark et l'Irlande n'appliqueront pas cette directive. En conséquence, les autorités nationales devront continuer à appliquer la demande d'entraide judiciaire à l'avenir dans une certaine mesure. La EIO vise à accélérer le transfert des éléments de preuve, car les États membres de l'UE disposeront d'un maximum de 30 jours pour décider de sa reconnaissance et de 90 jours pour transférer tous les éléments de preuve, ce qui est beaucoup plus court que les demandes d'entraide judiciaire, où les États membres prennent beaucoup plus de temps pour les exécuter (parfois jusqu'à 12 - 18 mois). Les motifs de refus sont ceux prévus à l'article 4 de la décision-cadre relative au mandat d'arrêt européen et il existe des motifs spécifiques de refus de mesures spécifiques.

Il a été expliqué que la portée de la EIO est difficile à définir. L'objectif était de créer une mesure d'enquête spécifique, mais, en raison du Danemark et de l'Irlande, cet objectif n'a pas été atteint et la demande d'entraide judiciaire doit encore être appliquée pour ces pays. De plus, la condition régissant l'application de la EIO est que la mesure doit être nécessaire et proportionnelle, c'est à dire qu'elle devrait être possible dans une affaire nationale similaire. Les considérants 10 et 11 contiennent davantage d'informations à ce sujet.

Il a été expliqué que diverses mesures sont incluses dans la EIO. Par exemple, les conférences vidéo sont couvertes à la fois lors de la phase préliminaire et pendant le procès.

La présentation s'est poursuivie en expliquant qu'aucune règle relative au transit n'est incluse dans la EIO. En outre, les mesures visées à l'article 5 de la Convention du 29 mai 2000 (envoi et remise des actes de procédure) ne sont pas couvertes car il ne s'agit pas de mesures d'enquête. Pour les autres mesures, comme l'extrait de casier judiciaire, la décision-cadre ECRIS est déjà en place, ce qui résout la question plus vite que la EIO, par conséquent la EIO n'a pas besoin d'être utilisé pour celles-ci.

Les conclusions des ateliers ont été présentées par les correspondants nationaux du RJE pour le Royaume-Uni et la Roumanie et par le membre national d'Eurojust pour l'Italie.

Dans la dernière partie de la réunion, un *procureur général du parquet national des Pays-Bas* a donné un aperçu de l'organisation néerlandaise en matière de coopération judiciaire internationale en matière pénale.

\*\*\*

**La 47<sup>ème</sup> séance plénière du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à Bratislava les 21-23 novembre 2016 sous la présidence slovaque du Conseil de l'Union européenne.

Cette réunion plénière a porté sur les **mesures visant à la protection des droits des victimes et à la lutte contre la cybercriminalité**.

La première session a traité des **bonnes pratiques et des problèmes dans le soutien aux victimes d'attaques terroristes**. Une présentation basée sur l'expérience des attaques de Bruxelles, qui ont eu lieu à l'aéroport de Zaventem et à la station de métro Maelbeek le 22 mars 2016, a été faite par le correspondant national du RJE pour la Belgique.

La réunion s'est poursuivie avec une session consacrée à **l'accès des victimes à la justice**. Un représentant de l'Agence des droits fondamentaux (FRA) a présenté les principales conclusions d'une étude sur l'accès des victimes à la justice.



**Photo de famille de la 47<sup>ème</sup> réunion plénière du RJE**

**Les derniers développements dans le domaine des droits des victimes** ont été présentés par la Commission européenne. La directive relative aux victimes et sa large portée ont été soulignées; elle garantit des droits minimaux pour toutes les victimes de tous les types de crimes.

La transposition de la directive relative aux victimes dans la législation nationale des États membres est un processus difficile. Ainsi, plus de la moitié des États membres n'a pas

encore pleinement transposé la directive et, par conséquent, la Commission a été obligée d'engager des procédures d'infraction contre les États membres. Cependant, la Commission souhaite surtout établir un dialogue constructif avec les États membres en question.

Les progrès des négociations sur la proposition d'une nouvelle **directive sur la lutte contre le terrorisme** ont également été présentés.

L'ordre du jour comprenait également une présentation du **Réseau européen sur le droit des victimes (ENVR)** et du **Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité (EJCN)** nouvellement créés.

Un représentant du ministère de la Justice des États-Unis a fait une présentation sur **l'obtention de preuves électroniques des États-Unis**, en mettant l'accent sur les aspects juridiques et pratiques de la collecte de preuves électroniques des États-Unis.

Outre les sessions plénières, trois ateliers ont été organisés abordant les thèmes principaux de la réunion plénière.

L'**Atelier 1** a traité de la complémentarité *entre le RJE et le Réseau européen sur les droits des victimes (ENVR)*. Alors que le RJE et ENVR ont des rôles et des ordres du jour différents, il est certain que les deux réseaux peuvent être complémentaires. À ce jour, la coopération n'a pas été établie entre les deux réseaux, mais elle le sera avec le temps. Il a été conclu que l'échange d'informations entre les deux réseaux serait bénéfique. De plus, on s'est félicité du fait que l'ENVR soit présent sur le site Web du RJE avec des informations pertinentes, y compris les détails sur ses membres.

L'**Atelier 2** a abordé **le rôle du RJE dans l'application de la directive relative aux victimes, en mettant l'accent sur des cas impliquant des attaques terroristes**. On a discuté des différences entre les premières mesures prises dans différents pays après une attaque terroriste, ainsi que de la diffusion des informations et de la façon de s'occuper des victimes étrangères. Au cours de l'atelier, les participants ont souligné que l'information doit être donnée aux victimes et à leurs familles avant qu'elle ne soit rendue publique par la presse et qu'il est bon d'engager la presse dans le processus pour assurer le respect des victimes. Enfin, il a été convenu que davantage d'informations devraient être fournies sur les droits des victimes sur le site Web du RJE et que les coordonnées des autorités qui s'occupent des victimes soient ajoutées.

L'**Atelier 3** a porté sur les **preuves électroniques**. L'atelier a discuté de la nécessité de formulaires normalisés pour la collecte de preuves - à l'intérieur et à l'extérieur de l'UE - et de la question de l'obtention des preuves électronique. Les participants ont convenu qu'il est nécessaire de normaliser les formulaires. Le formulaire de EIO a été jugé « trop long et compliqué » et un guide concis sur l'utilisation du formulaire serait le bienvenu. De plus, il a été conclu que le formulaire EIO ne convient pas pour la collecte des preuves électroniques et qu'il doit par conséquent être complété par des textes standard facultatifs pour pouvoir



être utilisé à cet effet. Le RJE devrait être impliqué et soutenir la création de ce guide et de ces textes standard.

Il n'a pas été jugé nécessaire de créer un formulaire spécifique pour les États membres qui ne sont pas partie à la EIO. Il a été suggéré qu'un formulaire utilisé par SK dans le but de recueillir des preuves électroniques sur la base de l'article 29 de la Convention de Budapest du Conseil de l'Europe pourrait être mis à disposition sur le site Web du RJE.

### Réunion ordinaire à La Haye

La **37<sup>ème</sup> réunion ordinaire** s'est tenue à La Haye le 16 février 2016 sous la présidence néerlandaise.



### **37<sup>ème</sup> réunion ordinaire**

Les affaires courantes du RJE étaient à l'ordre du jour de cette réunion, en mettant l'accent sur le programme de travail 2016.

A cette occasion, les lignes directrices révisées sur la structure et le fonctionnement du RJE et les lignes directrices sur les réunions du RJE ont été approuvées.

Le secrétariat du RJE a présenté les progrès des mesures adoptées dans le plan d'action pour le suivi de la sixième série d'évaluations mutuelles, la coopération avec l'e-Justice et les projets liés au site Web.

Les points de contact ont eu l'occasion de partager des informations sur les développements relatifs à la coopération judiciaire en matière pénale dans leurs États membres.

### *3.2.2. Réunion des correspondants nationaux*

**La 8<sup>ème</sup> réunion des correspondants nationaux du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à La Haye le 12 octobre 2016 sous la présidence slovaque du Conseil.

La présidence slovaque a présenté ses priorités et la précédente présidence néerlandaise a présenté les résultats des ateliers sur la coopération entre le RJE et Eurojust, organisés à l'occasion de la 46<sup>ème</sup> réunion plénière du Réseau judiciaire européen.



**8<sup>ème</sup> réunion des correspondants nationaux**

Une mise à jour du programme de travail 2016 a été présentée par le secrétariat du RJE. Les points et activités en cours et l'exécution générale des objectifs et activités du RJE, de même que l'exécution du budget ont été présentés.



Le programme de travail mis à jour pour 2017 a été présenté sous forme de proposition aux correspondants nationaux, de même que les prévisions du programme de travail du RJE et l'allocation budgétaire pour 2018.

Le secrétariat du RJE a montré une première version de l'outil en ligne pour *le reporting des activités* du RJE. Ce nouvel outil permet aux points de contact d'insérer et de mettre à jour directement leurs données en ligne. Les correspondants nationaux ont été invités à faire part de leur rétroaction et de leurs commentaires au cours de la réunion.

Le secrétaire du RJE a présenté la situation relative à l'utilisation de la connexion des télécommunications sécurisée du RJE, le cadre juridique nécessaire pour permettre au RJE de créer une telle connexion comme moyen de transmission des mandats d'arrêt européens et, à l'avenir, des décisions d'enquête européenne. La présentation a été suivie d'une discussion sur l'utilité et la convivialité de cette connexion sécurisée.

La question relative à la définition et le statut des « pays associés » du RJE a été évoquée lors de cette réunion, le secrétariat du RJE présentant la situation actuelle et les options possibles pour la modification des lignes directrices du RJE à cet effet.

Le secrétaire du RJE a présenté les derniers développements relatifs aux discussions avec la Commission sur la coopération entre le RJE et l'e-Justice, ainsi que les progrès et les nouvelles mesures à prendre pour mettre en œuvre le plan d'action pour la mise en œuvre des recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles.

De plus, lors de cette réunion les correspondants nationaux ont été informés sur les principaux projets liés au site Web qui ont été finalisés au cours de 2016 (Compendium, *Fiches belges*, Info sur les systèmes nationaux) et ceux qui commenceront au cours des prochains mois et de l'année prochaine (outil de reporting, outil de suivi des mises à jour du site Web et réorganisation de la bibliothèque).

### ***3.2.3. Réunion des correspondants chargés des aspects techniques***

**La 15<sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects techniques du Réseau judiciaire européen** s'est tenue à La Haye le 16 mars 2016 sous la présidence néerlandaise du Conseil de l'Union européenne.

Le secrétariat du RJE a expliqué un mécanisme de suivi proposé pour le site Web du RJE pour faire en sorte que tous les outils soient mis à jour régulièrement.

Le secrétariat du RJE a ensuite présenté une proposition de réorganisation de la Bibliothèque judiciaire en vue d'améliorer la convivialité et d'assurer une meilleure présentation de l'information.



### **15<sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects techniques**

Le secrétaire du Réseau judiciaire européen a expliqué que la nouvelle page d'accueil du site Web du RJE a été mise en ligne en décembre 2015 et qu'elle a été non seulement remodelée, mais qu'elle comprend à présent une nouvelle section sur la « coopération avec les pays tiers et les autres réseaux judiciaires ». Cette nouvelle section, développée par le webmaster du RJE, offre des informations sur les autres réseaux judiciaires et les points de contact du RJE dans le monde entier.

Il a également fourni des informations relatives à la mise à jour des *Fiches belges*.

Les correspondants chargés des aspects techniques ont été informés que la version mise à jour du Compendium était dans sa phase finale de développement dans le but de la lancer en juillet de la même année. La nouvelle version apporte une aide à tous les instruments de reconnaissance mutuelle et elle est plus conviviale, plus fiable et mieux intégrée avec le reste du site Web du RJE.

#### ***3.2.4. Réunions régionales et nationales dans les États membres***

Neuf réunions régionales et nationales organisées dans les États membres ont reçu un soutien financier du budget du RJE en 2016. Ainsi, des réunions régionales ont été organisées en Autriche, en Allemagne, aux Pays-Bas et en Roumanie et des réunions nationales ont été organisées au Portugal, en Roumanie, en Lettonie, en Pologne et au Royaume-Uni.

En plus de ces réunions financées par le budget de RJE, d'autres réunions nationales ont été organisées en République tchèque, en Roumanie et en Suède.

### ***Réunions régionales***

- **La 17<sup>ème</sup> Réunion annuelle des points de contact allemands du RJE (et la 5<sup>ème</sup> réunion régionale annuelle du RJE à Berlin) a eu lieu à Berlin le 10 mai 2016** . Elle a traité des problèmes pratiques et juridiques suite à la mise en œuvre de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil du 27 novembre 2008 sur le transfèrement des prisonniers. Les hôtes allemands avaient invité les points de contact du RJE de l'Autriche, du Luxembourg et de la Pologne, qui ont donné un aperçu des conditions pour l'exécution des jugements étrangers dans leur pays. De plus, il y eu des rapports de l'officier de liaison français à Berlin et de son homologue allemand à Paris, avec qui les points de contact allemands du RJE effectuent une coopération extrêmement étroite et efficace. Comme d'habitude, le secrétaire du RJE a assisté à cette réunion, et a présenté les derniers développements en ce qui concerne les outils de du RJE et d'autres aspects d'intérêt pratique pour les participants.
- **Les points de contact autrichiens ont tenu une réunion régionale du Réseau judiciaire européen (RJE) à Bregenz (Province du Vorarlberg) les 26-28 septembre 2016**. Le titre général de la réunion était « fleuves frontaliers ». En raison de la situation géographique du lieu de la réunion, à proximité de l'Allemagne, de l'Autriche, de la Suisse et du Liechtenstein, la dimension transfrontalière était évidente. Les contributions du Liechtenstein et de la Suisse en ce qui concerne l'obtention d'informations bancaires et leur système de recours ont donc été d'une grande valeur pratique dans les cas d'entraide judiciaire. La police a montré esprit de bon voisinage et de coopération, y compris sur les aspects pratiques de partage de l'information d'une manière extrêmement efficace. Un professeur de droit pénal à l'Université d'Innsbruck a donné un aperçu des critères de compétence dans les affaires pénales transfrontalières.
- **Les 13-14 octobre 2016, une réunion régionale a été organisée à Utrecht, aux Pays-Bas**, avec des participants des Pays-Bas, de Belgique et d'Allemagne. La réunion a porté sur le transfert de sanctions alternatives. Les participants étaient issus de diverses professions concernées, telles que le pouvoir judiciaire, le ministère public, le ministère de la justice et les services de probation. La décision-cadre 2008/947/JAI du Conseil sur la probation permet une plus grande utilisation du transfert des peines. Cette réunion a été organisée pour fournir des informations mutuelles sur les procédures de travail pratiques au sein et entre les pays participants. Mettre des mots en pratique était la devise de cette réunion. Les participants ont travaillé activement sur des études de cas et des simulations. Après la réunion, les participants ont pu mieux comprendre la situation de l'autre et être mieux équipés

pour faire face à l'avenir à des affaires concernant le transfert des condamnations avec sursis, la libération conditionnelle et les peines communautaires.

- **Les 20-21 octobre 2016, les points de contact portugais ont organisé une réunion régionale à Porto, impliquant les autorités judiciaires de l'Espagne et de la France.** Le but de la réunion était de discuter des problèmes concrets rencontrés dans des affaires bilatérales ; tous les participants (30 du Portugal, 5 de l'Espagne et 2 de la France) ont été invités à apporter une liste de questions problématiques qui ont ensuite été abordées dans 3 ateliers. Les résultats finaux, ainsi qu'une intervention préliminaire sur le RJE et sa valeur ajoutée, fournie par le secrétariat ont été partagés dans un format de séminaire. Le secrétariat du RJE a présenté les derniers développements sur le site Web du RJE et le nouvel outil électronique permettant de rendre compte des activités menées par les points de contact du RJE.
- **Les 20-21 octobre, les points de contact roumains de la Direction chargée des enquêtes sur le crime organisé et le terrorisme (DIICOT) a organisé une réunion régionale qui a réuni des points de contact du RJE de l'UE (Italie, France, Slovaquie, Belgique), de pays candidats (Serbie, Monténégro et Turquie) et de la République de Moldavie, afin d'étudier les moyens de traiter les affaires de grande criminalité avec une dimension transfrontalière.**

La réunion a porté sur une approche pratique pour obtenir des résultats efficaces pour instruire et poursuivre ces types d'infractions, d'autant plus s'ils relèvent de la compétence du RJE et d'Eurojust. Il a été souligné que les points de contact du RJE sont les liens entre les autorités judiciaires nationales afin de faciliter la coopération judiciaire pour lutter contre les formes graves de criminalité. Dans cette perspective, une coopération étroite et pragmatique entre le RJE et Eurojust au niveau institutionnel et opérationnel est nécessaire.

La réunion s'est également avérée être très utile pour les procureurs et juges roumains de Bucarest, Constanta, Ploiesti, Craiova, Pitesti et Brasov qui y ont participé et qui ont pu en apprendre davantage sur le rôle du RJE et comment le RJE peut les aider à résoudre leurs affaires.

Le président d'Eurojust et le membre national d'Eurojust pour la Roumanie ont participé à la première partie de la réunion, mettant en lumière les relations privilégiées entre le RJE et Eurojust, fondées sur la consultation et la complémentarité.

Le secrétaire du RJE et l'expert national détaché auprès du secrétariat du RJE ont représenté le secrétariat du RJE lors de la réunion, présentant le rôle joué par le RJE pour favoriser la coopération judiciaire, les synergies avec Eurojust, ainsi que les travaux menés par le secrétariat pour améliorer les outils électroniques disponibles sur le site Web du RJE et renforcer la coopération avec d'autres réseaux judiciaires et les pays tiers.

## **Réunions nationales**

- **Les 3-4 octobre 2016 une réunion nationale a été organisée à Bucarest, en Roumanie, par les points de contact du bureau du procureur de la Haute Cour de Cassation et de Justice, avec le thème « RJE - participation nationale dans l'enquête du procès pénal ».** La réunion a rassemblé plus de 60 participants, dont 5 points de contact roumains du RJE et des procureurs et autres membres du réseau judiciaire roumain. Le procureur général de Roumanie a ouvert la réunion. Dans son allocution d'ouverture, il a souligné la nécessité et l'importance de la coopération judiciaire internationale à l'heure actuelle et a souligné le rôle du RJE dans l'accélération des procédures et pour surmonter les difficultés. Le bureau roumain à Eurojust était représenté par le membre national suppléant.

Des présentations ont été faites sur le RJE en général et les activités du RJE en Roumanie en particulier, y compris les activités du Réseau judiciaire roumain. Des informations ont été fournies sur la législation, les tâches, les compétences, l'activité, les statistiques, le secrétariat et ses activités, y compris les travaux du RJE pour élargir la coopération avec les pays tiers et les réseaux partenaires.

Sur le plan pratique, la réunion a porté sur les décisions de gel, la décision de protection européenne et la future décision d'enquête européenne.

- **Le 5 octobre 2016, la première réunion nationale des points de contact lettons du RJE « Coopération judiciaire - vers la proportionnalité et l'efficacité » s'est tenue à Riga,** impliquant plus de 50 participants (procureurs, juges et policiers).

La réunion a été divisée en trois parties : la première partie a présenté aux participants un large éventail d'instruments de coopération et de systèmes d'information qui facilitent un traitement plus rapide des problèmes transfrontaliers, tels que le RJE, Eurojust, le Système d'information Schengen, le système européen d'information sur les casiers judiciaires (ECRIS), les outils d'initiative suédoise, Europol et Interpol.

Dans la deuxième partie, les participants ont été informés des progrès de la décision d'enquête européenne (EIO) et les principes de proportionnalité et d'efficacité en ce qui concerne le mandat d'arrêt européen ont été évoqués.

La troisième partie a été consacrée à des ateliers sur l'application pratique des instruments existants et l'EIO.

Pour résumer la réunion, il a été conclu que les informations sur les outils de coopération judiciaire devraient également être diffusées au niveau national sur tous les sites Web des autorités centrales, y compris la liste des personnes à des fins de consultation. D'autres discussions sur les principes de proportionnalité et d'efficacité sont nécessaires et plusieurs sessions de formation sur l'EIO devraient être organisées dans un proche avenir.

- **La 5<sup>ème</sup> réunion nationale des points de contact polonais a eu lieu à Varsovie le 17 octobre 2016.** L'objectif principal de la réunion était de discuter des questions quotidiennes concernant les travaux des points de contact du RJE, mais aussi d'informer les participants sur l'évolution de la coopération judiciaire au sein de l'UE, compte tenu de la nouvelle législation, en particulier la prochaine date limite pour la transposition de la directive EIO, la jurisprudence de la CJUE en matière pénale, ainsi que des nouvelles réglementations nationales (par exemple, lignes directrices sur la coopération avec les États-Unis). De plus, les invités de République tchèque et d'Allemagne ont présenté des exposés sur l'organisation du RJE et le système national de coordination Eurojust (SNCE) dans leurs États membres.
- **À Londres, les 25 et 26 octobre 2016, les points de contact du Royaume-Uni et des procureurs de Serious Fraud Office (service britannique de répression des fraudes graves) ont accueilli des points de contact et d'autres procureurs spécialisés de l'Espagne, du Portugal, de l'Autriche, de la Suède, de l'Écosse et de Guernesey à une réunion pratique pour examiner les meilleures pratiques et la coopération dans les poursuites concernant des affaires complexes de criminalité économique.**

Le but de la réunion était de : améliorer la cohésion entre les points de contact sur les questions relatives à la criminalité économique complexe en partageant les développements récents et en promouvant les meilleures pratiques, y compris les discussions des questions générales concernant le fonctionnement de l'entraide judiciaire dans les juridictions respectives des participants à la réunion ; promouvoir l'engagement des points de contact avec le RJE ; une meilleure compréhension du site Web du RJE et des outils disponibles ; et générer des idées pour une meilleure utilisation et développement futur du site Web du RJE, y compris la mise à disposition sur le site Web de plus de matériel concernant la criminalité économique grave.

Des intervenants des différentes juridictions ont présenté des exposés portant sur les questions les plus importantes et les domaines difficiles qui demandent à être précisés.

La réunion a également examiné le site Web du RJE et comment il pourrait être utilisé pour présenter des informations du type de celles partagées lors de la réunion et le partage des expériences en relation avec l'utilisation d'instruments pour la reconnaissance mutuelle des décisions de confiscation et de gel. À cette fin, le secrétaire du RJE a présenté les derniers développements et les travaux menés par le secrétariat pour mettre à jour en permanence et améliorer les outils électroniques du RJE.

Le directeur du Serious Fraud Office a présenté un exposé sur les accords de poursuite différée qui a été bien reçu et a entraîné des débats animés.

## Section 4

### Coopération avec les partenaires et les pays tiers

Au cours de 2015 et 2016, le RJE a renforcé sa coopération opérationnelle avec les organismes et les réseaux de coopération judiciaire et les pays tiers en élargissant ses contacts et en participant aux réunions des réseaux partenaires.

De plus, le RJE a promu une étroite coopération institutionnelle avec les institutions de l'Union européenne, le Conseil de l'Europe, le Réseau européen de formation judiciaire et d'autres partenaires.

#### 4.1. Relations privilégiées avec Eurojust

Le RJE a entretenu une coopération étroite avec Eurojust, fondée sur la consultation et la complémentarité, tant au niveau opérationnel qu'institutionnel.

*Du point de vue opérationnel*, la collaboration au jour le jour entre les points de contact du RJE et les bureaux nationaux à Eurojust vise à éviter les doubles emplois et à assurer la répartition des affaires conformément à la compétence de chaque entité. A cette fin, les correspondants nationaux du RJE et d'autres points de contact du RJE ont participé aux réunions et activités des systèmes nationaux de coordination d'Eurojust.

*Au niveau institutionnel*, la collaboration a été assurée par la participation active du secrétariat du RJE dans les activités du RJE et de l'équipe des magistrats de liaison du collège d'Eurojust, le travail en commun avec cette équipe sur la mise en œuvre des recommandations de la sixième série d'évaluations mutuelles en ce qui concerne le RJE et Eurojust et la réunion de l'équipe de la présidence d'Eurojust avec le Conseil de présidence du RJE.

Afin de promouvoir la sensibilisation sur les rôles complémentaires du RJE et d'Eurojust, les représentants de ce dernier ont été invités aux réunions régionales et nationales du RJE, et les points de contact du RJE ont participé à des roadshows et des séminaires de marketing organisés par Eurojust. En outre, lors de la 46<sup>ème</sup> réunion plénière qui s'est tenue sous la présidence néerlandaise en juin 2016, les points de contact du RJE ont participé à des ateliers bilatéraux avec leurs bureaux nationaux respectifs au sein d'Eurojust.

En outre, le secrétaire du RJE a participé au Forum consultatif des procureurs généraux organisé par Eurojust le 5 juin 2015 et le secrétariat du RJE et un point de contact du RJE ont participé à une réunion d'Eurojust sur l'élaboration d'un guide des meilleures pratiques pour la coopération judiciaire en ce qui concerne les grands événements sportifs (17-18 juin

2015). Le secrétaire du RJE a également participé au séminaire stratégique Eurojust « Keys to Cyberspace » qui s'est tenu à La Haye le 2 juin 2016.

Des représentants d'Eurojust ont assisté aux réunions plénières du RJE.

## **4.2. Coopération avec les autres réseaux judiciaires**

Au cours de 2015 et 2016, le Réseau judiciaire européen a poursuivi sa coopération avec des réseaux judiciaires en dehors de l'UE, qui partagent les mêmes objectifs généraux de coopération judiciaire en matière pénale.

La nouvelle section *Coopération avec les pays tiers et les réseaux judiciaires* présentée sur le site Web du RJE au début de 2016, qui offre un accès en ligne permettant aux points de contact du RJE d'afficher les détails des membres d'autres réseaux à travers le monde, a été une grande amélioration pour le fonctionnement du RJE par rapport aux pays au-delà des frontières de l'UE.

### ***Réseau des experts en ECE et Réseau Génocide***

Étant donné que les secrétariats du réseau d'experts nationaux sur les équipes communes d'enquête et du Réseau des points de contact pour les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre sont situés au sein d'Eurojust, une coopération plus étroite avec ce réseau est naturelle.

Le secrétaire du RJE a participé à la 11<sup>ème</sup> réunion annuelle du Réseau d'experts sur les équipes communes d'enquête qui s'est tenue à La Haye les 11-12 juin 2015, et à la 12<sup>e</sup> réunion annuelle de ce réseau qui a eu lieu à La Haye les 15-16 juin 2016.

Le secrétariat du RJE et le secrétariat du Réseau ECE se sont rencontrés à plusieurs reprises en 2015 et 2016 et ont convenu d'un certain nombre d'actions visant à améliorer la coopération entre les deux réseaux : partage d'informations sur les points de contact des deux réseaux, présentation du réseau ECE et de ses produits sur le site Web du RJE et présentation du RJE sur la zone à accès restreint ECE du site Web du RJE, présentations par le chef du secrétariat du Réseau ECE lors de réunions du RJE et participation active du secrétariat du RJE aux réunions annuelles du Réseau ECE.

Le secrétariat du RJE a participé aux 18<sup>ème</sup> et 20<sup>ème</sup> réunions du Réseau des points de contact pour les personnes responsables de génocide, de crimes contre l'humanité et de crimes de guerre à La Haye les 22-23 avril 2015 et le 24 mai 2016, ainsi qu'à la journée européenne contre l'impunité organisée par ce réseau le 23 mai 2016.



### *Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité (EJCN)*

Le RJE a salué la création en juin 2016 du Réseau judiciaire européen en matière de cybercriminalité (EJCN) et a dédié des parties de ses 46<sup>ème</sup> et 47<sup>ème</sup> réunions plénières à l'évocation de la relation avec ce nouveau réseau et partenaire important pour le RJE.

De plus, le 24 novembre 2016, le secrétaire du RJE a participé à la réunion inaugurale de l'EJCN dans les locaux d'Eurojust à La Haye.

### *Groupe consultatif des procureurs d'Europe du Sud-Est (SEEPAG)*

Le secrétariat du RJE a assisté à la 26<sup>ème</sup> Conférence du Groupe consultatif des procureurs de l'Europe du Sud-Est (SEEPAG), qui s'est tenue à Chişinău, en République de Moldavie, le 28 avril 2015 et à la 27<sup>ème</sup> Conférence du SEEPAG qui a eu lieu à Podgorica, au Monténégro, les 20-21 septembre 2016.

### *Réseau des procureurs des Balkans occidentaux (WBPN)*

Le secrétaire du RJE a participé aux réunions du Comité directeur<sup>8</sup> de l'équipe de projet IPA du Réseau de procureurs des Balkans occidentaux et a eu plusieurs réunions de travail avec cette équipe de projet. Le 27 septembre 2016, le RJE secrétariat a accueilli dans les locaux d'Eurojust à la Haye une délégation des « correspondants chargés des aspects techniques » du Réseau des procureurs des Balkans occidentaux (WBPN), pour partager les meilleures pratiques en créant un site Web semblable au site Web du RJE et discuter des modes de coopération pour la publication sur le site Web du RJE d'informations utiles sur les pays participants au WBPN.

### *Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale*

Le secrétariat du RJE a assisté à la réunion annuelle du Réseau judiciaire européen en matière civile et commerciale, qui a eu lieu à Bruxelles les 21-22 janvier 2016.

---

<sup>8</sup> Rome 15 avril 2015 et Munich 20-21 avril 2016.

### 4.3. Coopération avec les institutions de l'UE

Le RJE a eu une excellente coopération avec le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne, en particulier en ce qui concerne le projet e-Justice, les préparatifs de l'entrée en vigueur de la directive relative à la décision d'enquête européenne en matière pénale et la mise à jour de la section sur le statut de la mise en œuvre du site Web du RJE.

Le secrétaire du RJE et d'autres représentants du secrétariat du RJE ont participé aux réunions du CATS<sup>9</sup>, du GENVAL<sup>10</sup>, du groupe de travail COPEN<sup>11</sup>, du groupe de travail e-Justice/législation en ligne<sup>12</sup>, aux réunions d'experts organisées par la Commission européenne<sup>13</sup> et a eu des entretiens bilatéraux avec le Secrétariat général du Conseil et la Commission<sup>14</sup>.

Le secrétaire du RJE a présenté le rapport du RJE pour 2013 et 2014 et a planifié des activités au sein de la Commission LIBE du Parlement européen.

### 4.4. Coopération avec les organisations internationales

Au cours de 2015, le secrétariat du RJE a poursuivi sa coopération avec le Conseil de l'Europe, en particulier son Comité pour les problèmes criminels (CDPC) et le Comité d'experts sur le fonctionnement des conventions européennes sur la coopération en matière pénale (PC-OC).

Les relations avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC) ont porté essentiellement sur le savoir-faire du Réseau judiciaire européen pour établir des réseaux similaires dans d'autres régions du monde.

---

<sup>9</sup> 17-18 novembre 2016.

<sup>10</sup> 3 février 2016.

<sup>11</sup> 18 juin 2015, 10 décembre 2015, 13 avril 2016 et 16 décembre 2016.

<sup>12</sup> 19 juin et 8 septembre 2015.

<sup>13</sup> 10 février 2015 – sur le renforcement de la reconnaissance mutuelle des décisions de gel et de confiscation ; 12 octobre 2015 et 15 mars 2016 – sur le droit à l'accès à un avocat ; 18 mai 2016, 4 octobre 2016 et 9 novembre 2016 – sur l'EIO.

<sup>14</sup> vendredi 28 octobre 2016.

#### **4.5. Partenariat avec le Réseau Européen de Formation Judiciaire (REFJ)**

Le secrétariat du RJE a continué de participer aux réunions des points de contact du REFJ organisées à Bruxelles en 2015 et 2016 et a assisté aux assemblées générales du REFJ qui ont eu lieu à Riga, en Lettonie, les 15-16 juin 2015 et à Amsterdam, aux Pays-Bas, les 9 - 10 juin 2016.

Conformément à la coopération avec le REFJ, les points de contact RJE des pays hôtes ont présenté des exposés sur le rôle du RJE pour encourager la coopération judiciaire en matière pénale au sein des « Simulations MAE et demande d'entraide judiciaire » organisées à Madrid, Budapest, Stockholm, Bucarest, Sofia et Lisbonne en 2015 et à Thessaloniki, Madrid, Riga et Lublin en 2016.

En outre, en 2015, le secrétariat du RJE a coopéré avec le REFJ en offrant une formation linguistique juridique aux points de contact du RJE.

## Chapitre III

### Problèmes de politique pénale et propositions afin d'améliorer la coopération judiciaire en matière pénale

#### Section 1

##### Remarques générales

Au cours de 2015 et 2016, le Réseau judiciaire européen a profité des opportunités offertes par les réunions plénières et les réunions régionales et nationales organisées dans les États membres pour discuter de diverses questions pratiques soulevées dans l'application des instruments juridiques relatifs à la coopération judiciaire internationale en matière pénale. Par ailleurs, lors des réunions ordinaires, les points de contact ont eu l'occasion de partager les derniers développements dans leurs pays sur la coopération judiciaire en matière pénale.

Au cours des réunions organisées en 2015 et 2016, une attention particulière a été portée aux nouveaux instruments juridiques, basés sur le principe de reconnaissance mutuelle, ainsi qu'aux directives sur les droits procéduraux.

Les points de contact du RJE ont aussi discuté de la perspective de l'entrée en vigueur le 22 mai 2017 de la Directive 2014/41/UE sur la décision d'enquête européenne en matière pénale.

Au cours des années visées dans le présent rapport, les questions récurrentes de *retard dans l'exécution de demandes* et de *mauvaise qualité des traductions* ont été de nouveau soulevées par les praticiens. Ils ont mentionné également le problème des *changements successifs de la législation relative à la coopération judiciaire internationale et de la complexité générée par les différents niveaux de transposition de la législation communautaire par les États membres*. Ainsi, les points de contact du RJE ont fait observer que ce n'est pas l'application des instruments juridiques qui représente la principale difficulté en matière de coopération judiciaire, mais plutôt la vitesse de la transposition des instruments juridiques communautaires dans les États membres. Cela conduit à des différences significatives dans le cadre juridique et c'est long et difficile de se tenir au courant des progrès dans le processus de mise en œuvre de chaque État membre.

En outre, un problème important pour la coopération judiciaire est représenté par les *différences considérables qui existent encore entre les systèmes juridiques des États membres*, en particulier en ce qui concerne le transfèrement des personnes condamnées et l'exécution des mandats d'arrêt européen.

Une autre question problématique identifiée est la *transmission des renseignements confidentiels et des données personnelles*.

Lors de la 44<sup>ème</sup> réunion plénière du RJE à Riga, un des sujets discutés a été l'application pratique de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil sur le transfert des détenus. Du point de vue des états d'émission, cet instrument pose notamment les problèmes suivants : *certificats incomplets, traductions manquantes ou mauvaises et la communication entre les autorités concernées problématique*. Du point de vue des états d'exécution, les problèmes les plus courants sont : *délais courts* prévus par les Art. 12 et 15 (90 jours pour décider, 30 jours effectuer le transfert), le manque de communication et les problèmes concernant l'adaptation de la peine (par exemple entre l'Italie et la Roumanie). Les participants à un des ateliers organisés lors de cette réunion ont estimé que les *problèmes liés à la traduction* représentent une question très complexe. Un des dilemmes communs relatifs à la traduction est l'étendue de l'information demandée ou dispensée. En d'autres termes, l'ensemble des documents doivent-ils être traduits ou est-ce suffisant de traduire uniquement les documents principaux ? Dans tous les cas, les parties importantes, telles que les dispositions de libération anticipée, doivent toujours être inclus. Un facteur à considérer lorsqu'il est question de traduction est les retards considérables engendrés si de grandes quantités de documents doivent être traduits.

*La relation entre le mandat d'arrêt européen et la* Décision-cadre sur le transfert des détenus (FD 2008/909/JAI) a également été évoquée lors de la 44<sup>ème</sup> réunion plénière. Il a été noté que, bien que l'entrée en vigueur de cette dernière facilite l'application des Art. 4(6) et 5(3) de la décision-cadre MAE en couvrant une lacune législative (ce qui facilite la prise en charge de l'exécution d'une peine dans les États membres en exécution d'un MAE), un problème peut encore se produire dans les cas où les conditions d'application de la loi en vertu de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil ne sont pas remplies.

Les autres problèmes typiques évoqués ont été : Les États membres qui ne fournissent pas les informations sur le résultat de la procédure en question ; les conditions d'exécution des obligations financières (par exemple payer les dommages causés à la victime, qui couvre les frais judiciaires) de la personne condamnée dans l'État de condamnation avant son transfert dans l'État membre d'origine ; les conditions de détention et d'autres considérations en matière de droits de l'homme.

Problèmes spécifiques ont été identifiés au cours de la 45<sup>ème</sup> réunion plénière à Luxembourg en ce qui concerne l'application des directives concernant les droits procéduraux et surtout le droit à l'interprétation et le droit à l'accès à un avocat. Ainsi, concernant le droit à l'interprétation, dans certains États membres, par opposition au texte de la Directive 2010/64/UE sur le droit à l'interprétation dans une procédure pénale, l'interprétation orale au cours de l'interrogatoire par la police est la norme, alors que la traduction écrite est une exception. Dans la pratique, c'est la qualité de l'interprétation que fait une énorme différence. Certaines législations nationales ne précisent pas qui doit faire l'interprétation,

et comment elle doit être faite et, par conséquent, un interprète n'est pas toujours utilisé (ou disponible) lors des auditions par les services de police et d'autres fonctionnaires peuvent également servir d'interprètes.

La répartition des affaires entre Eurojust et le RJE est un sujet digne d'intérêt qui a été discuté par le passé, notamment dans le cadre de la sixième série d'évaluations mutuelles. C'était une des principales questions examinées à la 46<sup>ème</sup> réunion plénière à Amsterdam, qui mettait l'accent sur la coopération entre Eurojust et le RJE.

Comme cela a été abordé lors de la 47<sup>ème</sup> réunion plénière sous la présidence slovaque, la collecte de preuves électroniques est actuellement l'un des problèmes les plus difficiles en matière de coopération judiciaire.

La coopération avec les pays tiers a été également considérée comme une question d'intérêt majeur et, à cette fin, les points de contact du RJE ont salué l'ouverture du RJE à la coopération opérationnelle avec des réseaux similaires d'autres régions du monde et la nomination de points de contact de pays tiers auprès du RJE.

## Section 2

### Propositions afin d'améliorer la coopération judiciaire en matière pénale

Au cours de la 36<sup>ème</sup> réunion ordinaire du Réseau judiciaire européen, il a été souligné que la question liée à la langue est de plus en plus complexe pour les praticiens. Par conséquent, il a été suggéré qu'il serait bénéfique de rendre obligatoire pour les États membres d'accepter une autre langue que la leur dans ces situations.

En ce qui concerne les problèmes liés au transfert de prisonniers en vertu de la décision-cadre 2008/909/JAI du Conseil, le manuel de la Commission européenne sur cet instrument juridique sera très utile, une fois finalisé. Les autres mesures possibles en la matière sont la formation des praticiens, la traduction de documents (extraits clés de jugements, à tout le moins), des fiches d'information pour les praticiens et les prisonniers et des réunions régionales entre pays concernés.

Concernant le MAE, le nouveau manuel devant être finalisé par la Commission constituera un outil supplémentaire pour aider les praticiens utilisant cet instrument juridique essentiel. Une formation sur la jurisprudence récente de la Cour de Justice de l'UE concernant le MAE est essentielle pour la bonne application dans la pratique de cet instrument juridique de l'UE.

Parmi les solutions pour atténuer les problèmes concernant la répartition des affaires entre le RJE et Eurojust, découlant des discussions lors des ateliers qui se sont tenus à l'occasion

de la 46<sup>ème</sup> réunion plénière du RJE, on peut citer : la révision du Document commun sur les rôles du RJE et d'Eurojust, la poursuite de l'exploration du système du système national de coordination Eurojust (SNCE) et le rôle de la « double casquette RJE/Eurojust » joué par certaines personnes désignées par les États membres pour les deux entités.

Les outils électroniques disponibles sur le site Web du RJE, tels que la base de données des points de contact, la Bibliothèque judiciaire, l'Atlas judiciaire, les *Fiches belges*, le Compendium et la nouvelle section sur la coopération avec les pays tiers et les réseaux judiciaires offrent des solutions efficaces à certains des problèmes soulevés.

On doit explorer une utilisation supplémentaire des nouvelles technologies pour la communication des demandes de coopération judiciaire.

S'agissant du RJE, les États membres sont encouragés à désigner des points de contact qui rencontrent les principaux critères prévus par la décision RJE, à savoir l'expertise dans le domaine de la coopération judiciaire en matière pénale et de bonnes connaissances linguistiques.

## Présidences du RJE et secrétariat du RJE en 2015-2016

En 2015 et 2016, le Réseau judiciaire européen a travaillé sous les présidences lettonne, luxembourgeoise, néerlandaise et slovaque du Conseil de l'Union européenne, soutenues par le secrétariat du RJE.

Conformément aux dispositions de l'article 2(8) de la Décision RJE, le secrétariat est « responsable de l'administration du réseau ». Conformément à l'article 25a et aux considérants 19 et 20 de la décision instituant Eurojust, le secrétariat du RJE est une entité distincte au sein de l'administration d'Eurojust, qui « *bénéficier des moyens d'Eurojust qui sont nécessaires à l'accomplissement des tâches du Réseau judiciaire européen, y compris pour couvrir les coûts des réunions plénières du réseau* ». En outre, l'Article 11 de la décision de RJE prévoit qu'« *afin de permettre au Réseau judiciaire européen de remplir sa mission, le budget d'Eurojust comprend une partie relative aux activités du secrétariat du Réseau judiciaire européen* ».

En conséquence, le secrétariat du RJE est responsable devant deux principaux acteurs : les points de contact du Réseau judiciaire européen et le directeur administratif d'Eurojust.

Le travail du secrétariat du RJE se reflète dans la pleine exécution des programmes de travail du RJE 2015 et 2016, comme décrit au chapitre II.

Au cours de la période considérée, la structure du secrétariat du RJE était la suivante :

- 5 agents temporaires, AD 9 (1) AD 6 (1), AD 5 (2), AST 4 (1) ;
- 1 expert national détaché ;
- 1 agent contractuel (FG II).

Au cours de la période 2015-2016, les membres du secrétariat du RJE étaient :

- Secrétaire du RJE et chef du secrétariat du RJE, **M. Ola LÖFGREN**
- Coordonnateur du secrétariat, **Mme Maria João ALMEIDA GOMES**
- Spécialiste juridique, **Mme Ianina Gabriela LIPARA**
- Spécialiste juridique, **Mme Ele-Marit EMOIS**
- Expert national détaché, **M. Florin-Răzvan RADU**
- Webmaster, **Mr Remco NIGGEBRUGGE**
- Assistante administrative, **Mme Sylvia APOSTOLOVA**





## Annexe 1

### Décision 2008/976/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 concernant le Réseau judiciaire européen

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur l'Union européenne, et notamment son article 31 et son article 34, paragraphe 2, point c),

vu l'initiative du Royaume de Belgique, de la République tchèque, de la République d'Estonie, du Royaume d'Espagne, de la République française, de la République italienne, du Grand-Duché de Luxembourg, du Royaume des Pays-Bas, de la République d'Autriche, de la République de Pologne, de la République portugaise, de la République de Slovénie, de la République slovaque et du Royaume de Suède

vu l'avis du Parlement européen [1],

Considérant que :

(1) Par l'action commune 98/428/JAI [2], le Conseil a créé le Réseau judiciaire européen, qui a démontré son utilité pour faciliter la coopération judiciaire en matière pénale.

(2 ) Conformément à l'article 6 de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne [3], l'entraide judiciaire s'effectue par des contacts directs entre les autorités judiciaires compétentes. Cette décentralisation de l'entraide judiciaire est à présent largement mise en œuvre. Cette décentralisation de l'entraide judiciaire est à présent largement mise en œuvre.

(3) Le principe de la reconnaissance mutuelle des décisions judiciaires en matière pénale est mis en œuvre progressivement. Non seulement il confirme le principe des contacts directs entre les autorités judiciaires compétentes, mais il accélère également les procédures et les rend entièrement judiciaires.

(4) L'incidence de ces changements sur la coopération judiciaire s'est encore accrue avec l'élargissement de l'Union européenne en 2004 et 2007. Du fait de cette évolution, le Réseau judiciaire européen est encore plus nécessaire qu'au moment de sa création et il devrait donc être renforcé.

(5) Par la décision 2002/187/JAI [4], le Conseil a institué Eurojust en vue d'améliorer la coordination et la coopération entre les autorités compétentes des États membres. La décision 2002/187/JAI prévoit qu'Eurojust entretient avec le Réseau judiciaire européen des relations privilégiées basées sur la concertation et la complémentarité.

(6) Les cinq années de coexistence d'Eurojust et du Réseau judiciaire européen ont démontré à la fois la nécessité de maintenir les deux structures et la nécessité de clarifier leur relation.

(7) Aucune disposition de la présente décision ne devrait être interprétée comme affectant l'indépendance dont les points de contact peuvent bénéficier en vertu du droit national.

(8) Il convient de renforcer la coopération judiciaire entre les États membres et permettre à cette fin aux points de contact du Réseau judiciaire européen et d'Eurojust de communiquer chaque fois que nécessaire, directement et plus efficacement, par l'intermédiaire d'un accès aux télécommunications sécurisées,

(9) L'action commune 98/428/JAI devrait dès lors être abrogée et remplacée par la présente décision,

DÉCIDE:

Article 1

Création

Le réseau de points de contact judiciaires entre les États membres créé en vertu de l'action commune 98/428/JAI, ci-après dénommé «Réseau judiciaire européen», continue à fonctionner conformément aux dispositions de la présente décision.

Article 2

Composition

1. Le Réseau judiciaire européen est composé, compte tenu des règles constitutionnelles, des traditions juridiques et de la structure interne de chaque État membre, des autorités centrales responsables de la coopération judiciaire internationale, des autorités judiciaires ou d'autres autorités compétentes ayant des responsabilités spécifiques dans le cadre de la coopération internationale.

2. Un ou plusieurs points de contact sont créés dans chaque État membre conformément à ses règles internes et à la répartition interne des compétences, en veillant à ce que l'intégralité du territoire de cet État membre soit effectivement couverte.

3. Chaque État membre désigne, parmi les points de contact, un correspondant national pour le Réseau judiciaire européen.

4. Chaque État membre désigne un correspondant chargé des aspects techniques du Réseau judiciaire européen.

5. Chaque État membre veille à ce que ses points de contact remplissent des fonctions en relation avec la coopération judiciaire en matière pénale et aient une connaissance suffisante d'une langue de l'Union européenne autre que la langue nationale de l'État membre concerné, compte tenu du fait qu'ils doivent pouvoir communiquer avec les points de contact des autres États membres.

6. Lorsque les magistrats de liaison visés par l'action commune 96/277/JAI du Conseil du 22 avril 1996 concernant un cadre d'échange de magistrats de liaison visant à l'amélioration de la coopération judiciaire entre les États membres de l'Union européenne [5] ont été nommés dans un État membre et remplissent des fonctions analogues à celles confiées aux points de contact par l'article 4 de la présente décision, ils sont associés au Réseau judiciaire européen et ont accès aux télécommunications sécurisées en application de l'article 9, par les États membres qui les désignent, selon des modalités à définir par ces États.

7. La Commission désigne un point de contact pour les domaines qui relèvent de sa sphère de compétence.

8. Le Réseau judiciaire européen dispose d'un secrétariat chargé de la gestion du réseau.

### Article 3

#### Mode de fonctionnement du Réseau

Le Réseau judiciaire européen fonctionne en particulier selon les trois modes suivants:

- a) il facilite l'établissement des contacts appropriés entre les points de contact des différents États membres, pour l'accomplissement des fonctions prévues à l'article 4 ;
- b) il organise des réunions périodiques des représentants des États membres, conformément aux procédures prévues aux articles 5 et 6;
- c) il fournit en permanence un certain nombre d'informations de base à jour, en particulier par l'intermédiaire d'un réseau de télécommunications adéquat, selon les modalités prévues aux articles 7, 8 et 9.

### Article 4

#### Fonctions des points de contact

1. Les points de contact sont des intermédiaires actifs chargés de faciliter la coopération judiciaire entre les États membres, en particulier dans le cadre de la lutte contre les formes graves de criminalité. Ils sont à la disposition des autorités judiciaires locales et autres autorités compétentes de leur État membre, des points de contact des autres États membres, ainsi que des autorités judiciaires locales et autres autorités compétentes des autres États membres, pour leur permettre d'établir les contacts directs les plus appropriés.

Dans la mesure où cela est nécessaire et sur la base d'un accord entre les administrations concernées, ils peuvent se déplacer pour rencontrer les points de contact des autres États membres.

2. Les points de contact fournissent aux autorités judiciaires locales de leur État membre, aux points de contact des autres États membres et aux autorités judiciaires locales des autres États membres les informations juridiques et pratiques nécessaires pour leur permettre d'établir de façon efficace une demande de coopération judiciaire ou pour améliorer la coopération judiciaire en général.

3. À leur niveau respectif, les points de contact participent à l'organisation des sessions de formation sur la coopération judiciaire à l'intention des autorités compétentes de leur État membre, le cas

échéant en coopération avec le Réseau européen judiciaire de formation, et promeuvent cette organisation.

4. Outre ses tâches en tant que point de contact prévues aux paragraphes 1 et 3, le correspondant national est notamment chargé :

a) dans son État membre, des questions liées, au fonctionnement interne du réseau, y compris de la coordination des demandes d'information et des réponses apportées par les autorités nationales compétentes ;

b) au premier chef, des contacts avec le secrétariat du Réseau judiciaire européen, notamment en ce qui concerne la participation aux réunions prévues à l'article 6 ;

c) de rendre, sur demande, un avis concernant la désignation de nouveaux points de contact.

5. Le correspondant chargé des aspects techniques du Réseau judiciaire européen, qui peut également être un point de contact au sens des paragraphes 1 à 4, veille à ce que les informations concernant son État membre et visées à l'article 7 soient fournies et mises à jour conformément à l'article 8.

## Article 5

### Objectifs et lieux des réunions plénières des points de contact

1. Les objectifs des réunions plénières du Réseau judiciaire européen, auxquelles sont invités au moins trois points de contact par État membre, sont les suivants:

a) permettre aux points de contact de se connaître et d'échanger leur expérience , notamment en ce qui concerne le fonctionnement du réseau ;

b) offrir une plate-forme de discussion pour les problèmes pratiques et juridiques rencontrés par les États membres dans le cadre de la coopération judiciaire, notamment en ce qui concerne la mise en œuvre des mesures adoptées par l'Union européenne.

2. L'expérience utile recueillie au sein du Réseau judiciaire européen est transmise au Conseil et à la Commission, afin de servir de base à la discussion d'éventuelles modifications normatives et d'améliorations pratiques dans le domaine de la coopération judiciaire internationale.

3. Les réunions prévues au paragraphe 1 sont organisées régulièrement et au moins trois fois par an. Une fois par an, les réunions peuvent se tenir dans les locaux du Conseil à Bruxelles ou dans les locaux d'Eurojust à La Haye. Deux points de contact par État membre sont invités à participer aux réunions organisées dans les locaux du Conseil et d'Eurojust.

D'autres réunions peuvent se tenir dans les États membres afin de permettre aux points de contact de tous les États membres de rencontrer des autorités de l'État membre hôte autres que ses points de contact et de se rendre auprès d'organismes spécifiques de cet État membre ayant des responsabilités dans le cadre de la coopération judiciaire internationale ou de la lutte contre certaines formes graves de criminalité. Les points de contact participent, à leurs frais, à ces réunions.

## Article 6

## Réunions des correspondants

1. Les correspondants nationaux du Réseau judiciaire européen se réunissent sur une base ad hoc, au moins une fois par an et en fonction des besoins des membres, à l'invitation du correspondant national de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil, lequel prend également en considération les souhaits des États membres quant aux réunions des correspondants. Lors de ces réunions, il est en particulier débattu de questions administratives liées au Réseau judiciaire européen.

2. Les correspondants chargés des aspects techniques du Réseau judiciaire européen se réunissent sur une base ad hoc, au moins une fois par an et en fonction des besoins des membres, à l'invitation du correspondant chargé des aspects techniques de l'État membre qui exerce la présidence du Conseil. Ces réunions portent sur les questions visées à l'article 4, paragraphe 5.

## Article 7

### Contenu des informations diffusées au sein du Réseau judiciaire européen

Le secrétariat du Réseau judiciaire européen met les informations ci-après à la disposition des points de contact et des autorités judiciaires compétentes:

- a) les coordonnées complètes des points de contact de chaque État membre, avec, le cas échéant, l'indication de leurs compétences au niveau national;
- b) un outil informatique permettant à l'autorité émettrice ou requérante d'un État membre de déterminer l'autorité d'un autre État membre compétente pour recevoir et exécuter sa demande de coopération judiciaire ainsi que des décisions en matière de coopération judiciaire, y compris en ce qui concerne des instruments donnant effet au principe de reconnaissance mutuelle ;
- c) des informations juridiques et pratiques concises concernant les systèmes judiciaires et procéduraux des États membres ;
- d) les textes des instruments juridiques pertinents et, en ce qui concerne les conventions en vigueur, le texte des déclarations et réserves.

## Article 8

### Mise à jour des informations

- 1. Les informations diffusées au sein du Réseau judiciaire européen sont mises à jour en permanence.
- 2. Il appartient à chaque État membre de vérifier l'exactitude des informations contenues dans le système et d'informer sans délai le secrétariat du Réseau judiciaire européen, dès qu'une information concernant l'un des quatre points mentionnés à l'article 7 doit être modifiée.

## Article 9

### Outils de télécommunication

1. Le secrétariat du Réseau judiciaire européen veille à ce que les informations fournies au titre de l'article 7 soient mises à disposition sur un site Internet mis à jour en permanence.

2. L'accès à des télécommunications sécurisées est mis en place pour le travail opérationnel des points de contact du Réseau judiciaire européen. Le coût de la mise en place de l'accès aux télécommunications sécurisées est supporté par le budget général de l'Union européenne.

La mise en place de l'accès à des télécommunications sécurisées permet la circulation des données et des demandes de coopération judiciaire entre les États membres.

3. L'accès aux télécommunications sécurisées visé au paragraphe 2 peut également être utilisé, pour leur travail opérationnel, par les correspondants nationaux d'Eurojust, les correspondants nationaux d'Eurojust pour les questions de terrorisme, les membres nationaux d'Eurojust et les magistrats de liaison nommés par Eurojust. Une liaison peut être établie avec le système de gestion des dossiers d'Eurojust prévu à l'article 16 de la décision 2002/187/JAI.

4. Les dispositions du présent article s'entendent sans préjudice des contacts directs entre autorités judiciaires compétentes prévus dans des instruments de coopération judiciaire tels que l'article 6 de la convention relative à l'entraide judiciaire en matière pénale entre les États membres de l'Union européenne.

#### Article 10

##### Relations entre le Réseau judiciaire européen et Eurojust

Le Réseau judiciaire européen et Eurojust entretiennent des relations privilégiées, fondées sur la concertation et la complémentarité, en particulier entre les points de contact d'un État membre, le membre national d'Eurojust de ce même État membre et les correspondants nationaux du Réseau judiciaire européen et d'Eurojust. Afin de garantir une coopération efficace, les mesures ci-après sont prises :

a) Le Réseau judiciaire européen met à la disposition d'Eurojust les informations centralisées visées à l'article 7 et l'accès aux télécommunications sécurisées établi en vertu de l'article 9 ;

b) Les points de contact du Réseau judiciaire européen informent leur propre membre national, au cas par cas, de tous les dossiers qu'Eurojust est, selon eux, mieux à même de traiter ;

c) les membres nationaux d'Eurojust peuvent participer aux réunions du Réseau judiciaire européen à l'invitation du Réseau judiciaire européen.

#### Article 11

##### Budget

Afin de permettre au Réseau judiciaire européen de remplir sa mission, le budget d'Eurojust comprend une partie relative aux activités du secrétariat du Réseau judiciaire européen.

#### Article 12

##### Application territoriale

Le Royaume-Uni avertit par écrit le président du Conseil lorsqu'il souhaite appliquer la présente décision aux îles anglo-normandes et à l'île de Man. Le Conseil statue sur cette demande.

#### Article 13

##### Évaluation du fonctionnement du Réseau judiciaire européen

1. Le Réseau judiciaire européen présente tous les deux ans à partir du 24 décembre 2008 au Parlement européen, au Conseil et à la Commission un rapport sur ses activités et sa gestion.
2. Dans le rapport visé au paragraphe 1, le Réseau judiciaire européen peut également indiquer les problèmes dans le domaine de la politique criminelle au sein de l'Union européenne qui auraient été mis en évidence à la suite des activités du Réseau judiciaire européen et il peut également formuler des propositions visant à améliorer la coopération judiciaire en matière pénale.
3. Le Réseau judiciaire européen peut par ailleurs soumettre tout rapport ou toute autre information sur son fonctionnement que le Conseil pourrait lui demander.
4. Le Conseil procède, tous les quatre ans à partir du 24 décembre 2008, à une évaluation du fonctionnement du Réseau judiciaire européen sur la base d'un rapport établi par la Commission, en coopération avec le Réseau judiciaire européen.

#### Article 14

##### Abrogation de l'action commune 98/428/JAI

L'action commune 98/428/JAI est abrogée.

#### Article 15

##### Entrée en vigueur

La présente décision prend effet le jour de sa publication au Journal officiel de l'Union européenne.

Fait à Bruxelles, le 16 décembre 2008.

Par le Conseil

La présidente

R. Bachelot-Narquin

[1] Avis du 2 septembre 2008 (non encore paru au Journal officiel).

[2] JO L 191 du 7.7.1998, p. 4.

[3] JO L 197 du 12.7.2000, p. 3.

[4] JO L 63 du 6.3.2002, p. 1.

[5] JO L 105 du 27.4.1996, p. 1.

## Annexe 2

### Extrait de la décision 2009/426/JAI du Conseil sur le renforcement d'Eurojust et modifiant la décision 2002/187/JAI instituant Eurojust afin de renforcer la lutte contre les formes graves de criminalité

#### *Preamble*

(19) Eurojust maintiendra avec le Réseau judiciaire européen des relations privilégiées, fondées sur la consultation et la complémentarité. La présente décision devrait contribuer à clarifier les rôles respectifs d'Eurojust et du Réseau judiciaire européen ainsi que leurs relations mutuelles, tout en maintenant la spécificité de ce dernier.

(20) **Aucune disposition de la présente décision ne devrait être interprétée comme affectant l'autonomie des secrétariats des réseaux** qui y sont mentionnés lorsqu'ils exercent leurs fonctions en tant que personnel d'Eurojust conformément au statut des fonctionnaires des Communautés européennes établi par le règlement (CEE, Euratom, CECA) no 259/68 du Conseil [3].

[...]

« Article 25 bis

[...]

b) **le secrétariat du Réseau judiciaire européen** fait partie du personnel d'Eurojust. Il forme une unité distincte. Il peut bénéficier des ressources administratives d'Eurojust qui sont nécessaires à l'accomplissement des tâches du Réseau judiciaire européen, y compris le financement des frais exposés à l'occasion des assemblées plénières du réseau. Lorsque les assemblées plénières se tiennent dans les locaux du Conseil à Bruxelles, les frais ne couvrent que les frais de voyage et d'interprétation. Lorsque les assemblées plénières ont lieu dans l'État membre qui assure la présidence du Conseil, les frais ne couvrent qu'une partie des frais globaux de l'assemblée ;



## Annexe 3

### Extrait du programme de travail du RJE 2015

PROGRAMME DE TRAVAIL DU RJE POUR 2015 – BUDGET PRÉVISIONNEL	
ACTIONS ET ACTIVITÉS ASSOCIÉES	BUDGET
<b>Objectif 1 : Organiser les Réunions du RJE</b>	
1.1. Soutenir l'organisation des réunions de présidence (2)	100 000
1.2. Organisation de la 36 <sup>ème</sup> réunion ordinaire des points de contact du RJE	28 000
1.3. Organisation de la 7 <sup>ème</sup> réunion des correspondants nationaux	16 000
1.4. Organisation de la 14 <sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects	16 000
1.5. Soutenir l'organisation des réunions régionales	15 000
1.6. Organisation des réunions du trio et des réunions du groupe de travail	1 000
<b>Objectif 2 : Veiller au bon fonctionnement du site Web du RJE</b>	
2.1. Maintenance, améliorations mineures et mises à jour du site Web	100 000
<b>Objectif 3 : Développement des outils du RJE pour les praticiens</b>	
3.1. Projet relatif au Compendium du RJE	90 000
3.2. Projets dont il sera convenu à la réunion des correspondants chargés des	12 000
<b>Objectif 4 : Fonctionnement des points de contact du RJE</b>	
Formation des points de contact du RJE	20 000
4.2. Rapport sur les activités du RJE 2013/2014	8 000
<b>Objectif 5 : Sensibilisation des praticiens au RJE</b>	
5.1 Activités dans différentes réunions afin de sensibiliser les praticiens au RJE	3 000
5.2 Soutenir l'organisation des réunions des points de contact du RJE	15 000
<b>Objectif 6 : Encourager une collaboration plus efficace avec d'autres partenaires</b>	
5.3 & 6.1 Missions	25 000
5.4 & 6.2 Organisation de réunions avec des acteurs de la coopération judiciaire	10 000
<b>Objectif 7 : Veiller au bon fonctionnement du secrétariat du RJE</b>	
7.1 Général	5 000
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>464 000</b>

## Annexe 4

### Extrait du programme de travail du RJE 2016

PROGRAMME DE TRAVAIL DU RJE POUR 2016 – BUDGET PRÉVISIONNEL	
ACTIONS ET ACTIVITÉS ASSOCIÉES	BUDGET
<b>Objectif 1 : Organiser les Réunions du RJE</b>	
1.1. Soutenir l'organisation des réunions de présidence (2)	100 000
1.2. Organisation de la 37 <sup>ème</sup> réunion ordinaire des points de contact du RJE	28 000
1.3. Organisation de la 8 <sup>ème</sup> réunion des correspondants nationaux	16 000
1.4. Organisation de la 15 <sup>ème</sup> réunion des correspondants chargés des aspects	16 000
1.5. Soutenir l'organisation des réunions régionales	16 000
1.6. Organisation des réunions du trio et des réunions du groupe de travail	1 000
<b>Objectif 2 : Veiller au bon fonctionnement du site Web du RJE</b>	
2.1. Maintenance, améliorations mineures et mises à jour du site Web	100 000
<b>Objectif 3 : Développement des outils du RJE pour les praticiens</b>	
3.1. Amélioration des outils du site Web	90 000
3.2. Projets dont il sera convenu à la réunion des correspondants chargés des	13 000
<b>Objectif 4 : Fonctionnement des points de contact du RJE</b>	
Formation des points de contact du RJE	20 000
<b>Objectif 5 : Sensibilisation des praticiens au RJE</b>	
5.1 Activités dans différentes réunions a n de sensibiliser les praticiens au RJE	8 000
5.2 Soutenir l'organisation des réunions des points de contact du RJE	16 000
<b>Objectif 6 : Encourager une collaboration plus efficace avec d'autres partenaires</b>	
5.3 & 6.1 Missions	25 000
5.4 & 6.2 Organisation de réunions avec des acteurs de la coopération judiciaire	10 000
<b>Objectif 7 : Veiller au bon fonctionnement du secrétariat du RJE</b>	
7.1 Général	5 000
<b>GRAND TOTAL</b>	<b>464 000</b>

## **Annexe 5**

### **Déclaration des correspondants nationaux du RJE sur la coopération entre le site Web du RJE en matière pénale et portail e-Justice**

**EJN/2016/1**

15 janvier 2016

#### **NOTE DE PRÉSENTATION**

---

**De :** Correspondants nationaux du RJE

**Objet :** Déclaration des correspondants nationaux du RJE sur la coopération entre le site Web du RJE en matière pénale et portail e-Justice

---

Les points de contact du RJE trouveront ci-après la déclaration des correspondants nationaux du RJE sur la coopération entre le site Web du RJE en matière pénale et le portail e-Justice, basée sur les discussions de la 7<sup>ème</sup> réunion des correspondants nationaux sous la présidence luxembourgeoise le 7 octobre à la Haye.

# Déclaration des correspondants nationaux du RJE sur la coopération entre le site Web du RJE en matière pénale et portail e-Justice

## I. Contexte

Les correspondants nationaux du RJE se sont réunis à la Haye le 7 octobre 2015. A cette occasion, ils ont été informés par les représentants du groupe de travail e-Justice du RJE et le secrétariat du RJE sur leurs observations<sup>15</sup> relatif au rapport de la Commission « sur l'intégration du site Web du RJE au portail européen e-Justice » du 6 mai 2015 et sur le résultat de la réunion avec les représentants de la Commission et du Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne, qui a eu lieu à la Haye le 22 septembre 2015.

Lors de leur réunion le 7 octobre, les correspondants nationaux du RJE ont eu une discussion complète sur le thème de la migration du site Web du RJE au portail européen e-Justice. En guise de conclusion, ils ont décidé de rédiger une déclaration commune concernant la coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice.

## II. Coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice

Les correspondants nationaux du RJE **confirment** l'opinion du groupe de travail du RJE et du Secrétariat du RJE selon laquelle **le rapport de la Commission** « sur l'intégration du site Web du RJE au portail européen e-Justice » du 6 mai 2015, **ne respecte pas les principes directeurs des Conclusions du Conseil** d'octobre 2013.<sup>16</sup>

Les correspondants nationaux du RJE voient la nécessité d'une révision en profondeur du rapport de la Commission, qui comprendrait un changement de la philosophie exprimée dans celui-ci concernant la coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice. À cet égard, ils félicitent que la Commission soit disposée à travailler sur une version révisée du rapport, où tous les commentaires exprimés dans la note du RJE du 16 septembre 2015 devraient être pris en compte.

---

<sup>15</sup>MÉMO du 16 septembre 2015 avec commentaires du Secrétariat du RJE et du groupe travail e-Justice (RJE) sur le rapport sur l'intégration du site Web du RJE au portail européen e-Justice du 6 mai 2015 européen e-Justice pénale RJE.

<sup>16</sup>Document du Conseil 13407/13.

Les correspondants nationaux du RJE rappellent qu'une des fonctions principales du RJE conformément à la décision 2008/976/JAI du Conseil du 16 décembre 2008 sur le réseau judiciaire européen (« la décision de RJE ») est de fournir des informations et des outils pratiques pour la coopération judiciaire sur un site Web administré par le secrétariat du RJE et développé par les États membres par l'intermédiaire des correspondants chargés des aspects techniques du RJE. Conformément à l'article 9, paragraphe 1 de la décision RJE, « *Le secrétariat du Réseau judiciaire européen veille à ce que les informations fournies au titre de l'article 7 soient mises à disposition sur un site Internet mis à jour en permanence.* »

Les correspondants nationaux du RJE soulignent que les Conclusions du Conseil d'octobre 2013 se réfèrent à une coopération entre le site Web du RJE et le portail, e-Justice en vue de fournir l'accès au site du RJE via le portail européen e-Justice et d'améliorer les fonctionnalités du site Web du RJE. Cette **coopération n'est pas une intégration** du site dans le portail e-Justice, conduisant à la dissolution du site RJE dans ce dernier. Par conséquent, rien dans les Conclusions du Conseil ne devrait être interprété comme un accord pour la disparition du site Web du RJE, qui est l'un des principaux moyens du RJE pour fournir aux autorités judiciaires des informations et des outils pratiques pour faciliter et améliorer la coopération judiciaire internationale en matière pénale entre les États membres. Dans ce contexte, il est important de souligner que le **principal groupe cible du site Web du RJE** ne sont pas des citoyens de l'UE, mais les **autorités judiciaires** traitant de la coopération judiciaire internationale en matière pénale.

Les correspondants nationaux du RJE sont d'avis que les conditions de la coopération, y compris le calendrier, le budget, les solutions techniques et les autres mesures nécessaires au processus de « migration » du site Web du RJE dans le portail e-Justice doivent faire l'objet d'un **accord écrit** entre le RJE, la Commission et le Conseil.

Les correspondants nationaux du RJE considèrent qu'une migration du site Web du RJE dans le portail e-Justice peut uniquement avoir lieu à condition qu'elle apporte une **valeur ajoutée** par rapport à la situation actuelle. Tout en reconnaissant les avantages offerts par la coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice, les correspondants nationaux du RJE insistent sur l'importance d'atténuer les risques potentiels pour la préservation du site Web du RJE en tant qu'outil pratique essentiel pour les autorités judiciaires au sein de l'Union européenne. À cet égard, l'option visant à redévelopper tous les outils du RJE à partir de zéro représente un enjeu majeur tant sur le plan du résultat final que de la duplication des efforts et des ressources.

Les correspondants nationaux du RJE soulignent que seule une solution qui respecte les conditions présentes dans les Conclusions du Conseil et les remarques dans le MÉMO du RJE pourraient être acceptés par le RJE.

### **III. Principes clés de la coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice**

Les correspondants nationaux du RJE considèrent les principes clés suivants comme une condition préalable à la coopération future entre le site Web du RJE et le portail e-Justice :

- 1. La coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice doit reposer sur la nécessité de préserver l'identité, la propriété et la visibilité du site Web du RJE. La coopération doit respecter les obligations du RJE de fournir aux praticiens une plate-forme électronique d'informations mise à jour sur la coopération judiciaire en matière pénale, comme le prévoit la décision RJE, notamment ses articles 7 à 9.**
- 2. La coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice visant à fournir l'accès au site Web du RJE par le biais du portail e-Justice doit être interprétée de telle manière qu'elle ne porte pas atteinte aux fonctionnalités actuelles du site Web du RJE et apporte une valeur ajoutée pour les praticiens. Ceci inclut la préservation de la page d'accueil du site Web du RJE.**
- 3. Les conditions de la coopération entre le site Web du RJE et le portail e-Justice doivent être entièrement conformes aux Conclusions du Conseil d'octobre 2013, en particulier le paragraphe 7, au MEMO RJE du 16 septembre 2015 et à la présente déclaration. Ces conditions doivent faire l'objet d'un accord écrit entre le RJE, la Commission et le Conseil.**

\* \* \*